



COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2019



Novembre 2019



TABLE DES MATIERES

Abréviations et acronymes.....	4
INTRODUCTION GENERALE.....	6
PARTIE I : REALISATIONS TECHNIQUES DE LA CBLT	9
AXE I : AMELIORATION DE LA QUALITE ET DE LA QUANTITE DES EAUX DU BASSIN DU LAC TCHAD	10
I.1. Renforcer les réseaux d’observations des ressources en eau.....	10
I.1.1. Eaux de surface.....	10
I.1.2. Eaux souterraines.....	10
I.2. Collecte de données	11
I.3. Acquisition d'un logiciel de gestion et de traitement et d'analyse des données hydrométéorologiques conforme à la charte de l'eau	11
I. 4. Renforcement des capacités sur le système d'alerte précoce dans le bassin du lac Tchad	12
I.5. Produits et outils d’aide à la décision.....	12
II.1. Renforcement des réglementations nationales et régionales sur la gestion des écosystèmes lacustres et fluviaux	15
II.2. Développer la base de données régionale pour la gestion de l’environnement.	16
II.3. Promotion des meilleures pratiques de conservation des écosystèmes	16
II.4. Suivi des tendances de la végétation dans le bassin du lac Tchad	18
AXE III : GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES DU BASSIN DU LAC TCHAD	19
IV.1. Développement des activités génératrices de revenus pour les communautés et couches vulnérables dans le bassin du lac Tchad.....	21
IV.2. Développement des infrastructures sociales de base.....	22
V.1. Mise en œuvre du Plan d’Action Stratégique 2008 – 2025	25
V.2. Améliorer l’organisation des évènements et activités de la CBLT	27
V.3.Mise en place d’un système performant de gestion financière et des ressources humaines.....	28
V.4. Améliorer l'environnement de travail	29

PARTIE II : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE DE STABILISATION.....	30
PARTIE III : PROJET DE TRANSFERT D'EAU INTERBASSIN (PTEIB)	34
PARTIE IV : COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE.....	37
PARTIE V : ADMINISTRATION ET FINANCES.....	40
5.1 Ressources Humaines.....	40
5.2. Situation financière	41
5.3. Exécution du budget	42
5.3.1 Exécution du budget de développement.....	43
5.3.2 Exécution du budget de fonctionnement	46
PARTIE VI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RESOLUTIONS DE LA 64 ^{ème} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES	50
CONCLUSION GENERALE.....	51
Annexe 1 : Détails Suivi budgétaire des activités de développement.....	53
Annexe 2 : Détails Suivi budgétaire des activités de fonctionnement	58

Abréviations et acronymes

AFD	Agence Française pour le Développement
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AIEA	Agence Internationale de l’Energie Atomique
AMESD	Surveillance de l’Environnement pour le Développement Durable en Afrique
APD	Avant-Projet Détaillé
BAD	Banque Africaine de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CC	Changement Climatique
CEEAC	Communauté Economique des États de l’Afrique Centrale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CEMAC	Commission Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CEN SAD	Communauté des États sahélo-sahariens pour le Développement
CES/DRS	Conservation des Eaux et Sols / Défense et Restauration des Sols
CICOS	Commission Internationale Congo-Oubangui-Sangha
CF	Contrôleur Financier
CJ	Conseiller Juridique
CoM	Conseil des Ministres
COMIFAC	Commission des Forêts d’Afrique Centrale
CST	Compagnie Sucrière du Tchad
DFC	Division des Finances et de la Comptabilité
DAF	Direction de l’Administration et des Finances
DT	Direction Technique
DTIC	Division de la Technologie de l’Information et de la Communication
DOB	Division de l’Observatoire du Bassin
DCP	Division de la Coopération et des Projets
DGRN	Division de Gestion des Ressources Naturelles
DRE	Direction des Ressources en Eau
DREE	Directeur des Ressources en Eau et de l’Environnement
DREM	Direction des Ressources en Eau et de la Météorologie
FAE	Facilité Africaine de l’Eau
FDL	Fonds de Développement Local
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GIZ	Coopération Technique Internationale Allemande
GWP	Global Water Partnership
FEM	Fonds pour l’Environnement Mondial
FFEM	Fonds Français pour l’Environnement Mondial
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
LACBO	Observatoire du Bassin du Lac Tchad

NASA	Administration Nationale de l'Aéronautique et de l'Espace
OIEau	Office International de l'Eau
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OQERE	Objectifs de qualité de l'environnement et des ressources en eau
PCD	Plateforme pour la Collecte des Données
PDRI-CL	Projet de Développement Rural Intégré du Chari-Logone
PNSA	Programme National de Sécurité Alimentaire
PPIV	Petits Périmètres Irrigués Villageois
PQI	Plan Quinquennal d'Investissement
PRESIBALT	Programme de Réhabilitation et de Renforcement de la Résilience des Systèmes socio-écologiques du Bassin du Lac Tchad
PTEIB	Projet de Transfert d'Eau Inter-Bassin
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
OSS	Observatoire du Sahel et du Sahara
PA	Protocoles d'Accord
PAIBLT	Projet d'Appui à l'Initiative du Bassin du Lac Tchad
PAN	Plan d'Action National
PAS	Programme d'Action Stratégique
PRODEBALT	Programme de Développement Durable du Bassin du Lac Tchad
PULCI	Programme d'Urgence de Lutte Contre les Inondations
TDR	Termes de Références
REI	Rapport d'Evaluation Institutionnelle
RCA	République Centrafricaine
SRS	Stratégie Régionale de Stabilisation
RAOB /	Réseau Africain des Organismes de Bassin
RIOB	Réseau International des Organismes de Bassin
SE	Secrétaire Exécutif
S&E	Suivi et évaluation
SEMRY	Société d'Exploitation et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
SIG	Système d'Information Géographique
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

INTRODUCTION GENERALE

Créée le 22 mai 1964 par la Convention de Fort Lamy (ancienne appellation de N'Djamena), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) regroupait quatre (04) pays riverains du Lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad). La République centrafricaine et la Libye ont respectivement rejoint l'organisation en 1994 et en 2008. L'Egypte, le Soudan, le Congo et la République démocratique du Congo y jouent le rôle d'observateurs. La CBLT est placée sous la haute autorité des chefs d'Etats des pays membres qui se rencontrent une fois tous les deux (02) ans pour décider des grandes lignes stratégiques de l'institution. Le Conseil des Ministres, organe de gestion de la CBLT, se réunit une fois par an pour statuer sur le programme d'activités et le budget de la commission. Le Secrétariat exécutif est l'organe d'exécution de la commission. Il est basé à N'Djamena, République du Tchad.

Le mandat de la CBLT est de : (i) *Gérer de façon durable et équitable les eaux du Lac Tchad et les autres ressources en eau transfrontalières du Bassin du Lac Tchad ; (ii) Préserver et conserver les écosystèmes du Bassin Conventionnel et (iii) Promouvoir l'intégration régionale, préserver la paix et la sécurité dans le Bassin Conventionnel.*

Ses Missions sont les suivantes : (i) *Rassembler, examiner et diffuser les informations sur les projets préparés par les États membres et recommander une planification des travaux communs et de programmes conjoints de recherche dans le Bassin ; (ii) Maintenir la liaison entre les Hautes Parties Contractantes en vue de l'utilisation la plus efficace des eaux du Bassin ; (iii) Suivre l'exécution des études et des travaux dans le Bassin et en tenir informer les États membres ; (iv) Élaborer des règlements communs relatifs à la navigation ; (v) Établir des règlements relatifs à son personnel et veiller à l'application ; (vi) Examiner les plaintes et contribuer à la solution des différends.*

La vision de développement de la CBLT se décline en trois (03) axes majeurs dans un document intitulé Vison 2025 déclinée de la manière suivante :

« La région du lac Tchad aimerait voir d'ici l'an 2025 le lac Tchad – héritage commun – et d'autres zones humides conservées durablement pour assurer la sécurité économique des ressources de l'écosystème d'eau douce, une biodiversité et des ressources aquatiques durables et dont l'utilisation doit être équitable pour satisfaire les besoins de la population du bassin et ainsi réduire le niveau de pauvreté ».

Le but est d'avoir une région du lac Tchad où les autorités nationales et régionales acceptent des responsabilités pour la conservation de l'eau douce de l'écosystème et de la biodiversité et pour une gestion intégrée et judicieuse du bassin fluvial en vue de réaliser un développement durable.

C'est également d'avoir une région du lac Tchad où chaque pays membre a un accès équitable à des ressources en eau saine et suffisante pour satisfaire ses

besoins et ses droits et conserver ses ressources en eau douce, son écosystème et sa biodiversité.

Cette Vision sous-tend toutes les actions de développement à l'horizon 2025 engagées en coopération avec les Partenaires au Développement dont le cadre stratégique est le Plan d'Action Stratégique (PAS) adopté en 2008.

Le présent rapport d'activités 2019 fait état des actions entreprises par le Secrétariat Exécutif de la CBLT durant la période sus indiquée. Il rapporte le travail accompli par toutes les divisions de la CBLT, en mettant un accent particulier sur les activités de coopération mises en œuvre avec les partenaires techniques et financiers dans l'optique d'accompagner la CBLT dans la réalisation de ses missions régaliennes.

Le défi de la CBLT est de faire en sorte que le lac Tchad, cet héritage commun soit judicieusement partagé et préservé pour les générations présentes et futures en assurant la restauration des ressources naturelles.

Ce rapport d'activités rend compte de la manière dont les principales résolutions adoptées lors de la dernière session du Conseil des Ministres, tenu à N'Djamena, République du Tchad ont été mises en œuvre en 2019. Il fait également état des actions en application des résolutions prises précédemment notamment lors de la Conférence internationale d'Abuja, tenue en février 2018 sur la sauvegarde du Lac Tchad. Par ailleurs, un accent est mis sur l'état de mise en œuvre de la SRS adoptée en août 2018 à Abuja.

A côté des activités de mises en œuvre de cette stratégie, nombreuses sont les actions qui relèvent du Plan de Travail Annuel 2018. Pour l'exercice 2019, l'accent a été mis non seulement sur la finalisation des actions antérieures, mais également sur la réalisation des activités programmées.

Ces activités tiennent compte de l'évolution de la situation sécuritaire liée à l'avènement du groupe terroriste Boko Haram, de la variabilité et changement climatiques qui ont un impact réel sur l'écosystème du bassin du lac Tchad dont dépendent les moyens de subsistance des populations.

A cet effet, de nombreux projets sont mis en œuvre dans les pays membres. Les points focaux nationaux auprès de la CBLT et les coordinations nationales des projets et programmes, assurent leur suivi sur le terrain.

De nouveaux projets de développement ont été lancés en 2019 par la CBLT, avec l'objectif de favoriser l'amélioration de la gestion et le renforcement de la résilience, la protection de l'écosystème et la lutte contre la pauvreté en proposant des alternatives pour l'emploi des jeunes.

De par son mandat, la CBLT est une institution qui travaille en vue d'apporter une réponse inclusive, durable et globale face aux défis multidimensionnels complexes du bassin, tout en continuant à porter une attention particulière aux enjeux humanitaires, sécuritaires et réduction de la pauvreté.

La Commission, avec l'appui de tous ses partenaires, a réalisé plusieurs activités qui prennent en compte les réalisations techniques, l'état de mise en œuvre de la Stratégie de stabilisation, le projet du transfert d'eau interbassin et la coopération régionale et internationale.

PARTIE I : REALISATIONS TECHNIQUES DE LA CBLT

Conformément au Programme de Travail et du Budget Annuel 2019 adopté à la 64^{ème} Session Ordinaire du Conseil des Ministres à N'Djamena (République du Tchad), la Commission a eu à mener plusieurs activités de développement tout au long de l'année.

Les activités de développement qui ont été menées par la Commission au cours de l'année 2019 sont présentées en Objectifs appelés axes, Cibles et interventions, en accord avec les principaux documents de planification notamment le PAS et les documents de projets qui sont le PRESIBALT, le PURDEP, la Stratégie Régionale de Stabilisation ainsi que la Stratégie Régionale d'Adaptation au Changement Climatique de la CBLT. Les interventions dans le cadre du développement ont été déclinées en activités.

Le plan d'actions du Secrétariat Exécutif de l'année 2019 s'articule autour des axes prioritaires sur lesquels le Programme de Travail et Budget Annuel 2019 a été élaboré à savoir : (i) Amélioration de la qualité et la quantité des eaux du Bassin du Lac Tchad ; (ii) Gestion durable des écosystèmes du Bassin du Lac Tchad ; (iii) Gouvernance des ressources naturelles du bassin du lac Tchad ; (iv) Appui à la mise en œuvre du PURDEP et de la stratégie régionale de stabilisation dans le Bassin ; et (v) Développement du cadre institutionnel et opérationnel.

La planification des activités faite pour l'année 2019 comprend 18 cibles, 27 interventions et 168 activités avec un taux de réalisation global de 68%. Les détails sont décrits dans les axes ci-dessous.

AXE I : AMELIORATION DE LA QUALITE ET DE LA QUANTITE DES EAUX DU BASSIN DU LAC TCHAD

L'axe I vise l'amélioration de la connaissance des ressources en eau dans le bassin du lac Tchad en termes de qualité et de quantité, ainsi que la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans le Bassin. Il comporte quatre 4 cibles, 8 interventions et 57 activités.

I.1. Renforcer les réseaux d'observations des ressources en eau

Dans le but de contribuer au renforcement des dispositifs d'observation des eaux de surface, de pluies et des eaux souterraines, plusieurs activités ont été mises en œuvre. On peut citer la réhabilitation des stations hydrologiques, agro-météorologiques et hydrogéologiques.

I.1.1. Eaux de surface

- **Réhabilitation des stations hydrologiques**



Au cours de cette année, la CBLT a réhabilité 21 stations hydrométriques dont 20 au Tchad et 1 au Cameroun, sur 34 stations prévues dans le bassin du lac Tchad.

Le processus devra continuer en 2020 avec l'acquisition des équipements hydrométriques et agro-météorologiques complémentaires par le PRESIBALT.

En outre, la CBLT en collaboration avec SEMRY/PULCI a procédé à l'installation de modems enregistreurs automatiques de données météo de type Unilog.com sur 8 stations hydrométriques dans le bassin du Logone.

I.1.2. Eaux souterraines

- **Installation de data loggers dans les piézomètres**

Dans le cadre de suivi piézométrique de l'évolution de la ressource en eau souterraine, la CBLT a prévu d'installer 54 piézomètres équipés de data loggers dans le bassin afin d'enregistrer automatiquement les fluctuations du niveau de la nappe, de son pH, de sa température et de sa conductivité électrique.

En 2019, la CBLT a effectivement installé 12 data loggers dont 6 au Niger et 6 au Tchad. L'installation des autres équipements se poursuivra, une fois que le matériel sera acquis par PRESIBALT et les conditions de sécurité améliorées.

- **Sécurisation des piézomètres**

La CBLT a procédé à la sécurisation de 19 piézomètres dont 10 en République du Tchad et 9 au Niger. Cependant, 14 au Cameroun et 7 en RCA sont en cours de sécurisation.

I.2. Collecte de données

Au cours de l'année, des données hydrologiques de 20 stations ont été collectées pour faciliter l'alimentation de la Base de Données Régionale (BDR), le Système d'Information pour le Lac Tchad (LIS) et l'élaboration des outils d'aide à la prise de décisions (annuaires et bulletins hydrologiques). Afin de garantir la bonne qualité de données, 62 observateurs ont été appuyés dont 40 au Tchad et 22 au Cameroun ont bénéficié des primes et du matériel de travail constitué de téléphones, bicyclettes, etc.

En matière de suivi annuel de la qualité des eaux de surface et eaux souterraines dans le bassin, la CBLT a



mené 2 missions dans le sous bassin du Chari-Logone au Cameroun et au Tchad. Ces missions qui complètent la campagne d'échantillonnage dans la ville de N'Djaména ont permis de prélever des échantillons qui sont en cours d'analyse à Hanovre en Allemagne.

I.3. Acquisition d'un logiciel de gestion et de traitement et d'analyse des données hydrométéorologiques conforme à la charte de l'eau

Dans le cadre de la restructuration de la Base de Données Régionales, la CBLT a bénéficié d'un appui de l'IRD par la mise à disposition du logiciel Hydromet pour la gestion et le traitement des données

hydrométéorologiques.

Afin de faciliter son utilisation et son appropriation, 2 ateliers de renforcement de capacités des experts de la CBLT et des Pays membres ont été organisés en juin et en octobre 2019.

I. 4. Renforcement des capacités sur le système d'alerte précoce dans le bassin du lac Tchad

Le Centre Régional AGRHYMET et l'UNESCO, en collaboration avec l'Université de Princeton (USA) et l'Université de Southampton (UK), ont organisé en juin à Niamey au Niger, un atelier régional sur le système de suivi des inondations et de la sécheresse dans le Bassin du Lac Tchad. L'atelier a permis de renforcer les capacités de 11 cadres des



services nationaux de météorologie et d'hydrologie du Cameroun, de la Centrafrique, du Niger, du Nigeria, du Tchad, de la CBLT, du Centre Régional AGRHYMET et de l'UNESCO sur la nouvelle version de l'outil « *African Flood and Drought Monitor (AFDM)* » développée par l'Université de Princeton.

Un expert de la CBLT a pris part à une formation UNESCO-IHE en avril 2019 au Pays Bas sur les nouvelles techniques de collecte et de surveillance de la ressource en eau. Cette technique porte sur la méthodologie de conception d'un réseau de suivi, de gestion et de la protection des ressources en eau souterraine.

I.5. Produits et outils d'aide à la décision

- **Opérationnalisation du modèle d'allocation et de gestion des ressources en eau du bassin du lac Tchad**

Dans le cadre de la mise à jour du modèle d'allocation et de gestion des ressources en eau du bassin du lac Tchad, la CBLT et ses partenaires ont entrepris le développement d'un modèle d'allocation intégrant les ressources des eaux de surface, les prélèvements et les eaux souterraines.

Actuellement, les cartes piézométriques sont disponibles et les données collectées sont en cours de validation.

- **Edition et publication des annuaires et bulletins (hydrologiques, hydrogéologiques et environnementaux)**

La CBLT a édité et publié les annuaires hydrologiques de 2014/2015, 2015/2016 et 2017/2018 et les bulletins du quatrième trimestre 2018 et du premier semestre 2019.

- **Gestion, opérationnalisation et formations sur le Système d'Information du Lac Tchad (LIS)**

Dans le cadre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), la CBLT a avec l'appui de GIZ a développé un Système d'Information en Ligne (LIS) en cours d'opérationnalisation. L'objectif de ce travail est de mettre en ligne un système de gestion des données et des informations spatiales et non spatiales actuelles.



Le LIS de la CBLT est hébergé sur le cloud et une formation a été administrée aux utilisateurs, en l'occurrence le personnel de la CBLT.



Une recommandation a été formulée dans le cadre du renforcement des capacités du personnel de la Commission et aux pays membres sur les fonctionnalités et les modules du LIS. A cet effet, une formation regroupant les experts de la CBLT et les pays membres a été organisée en Septembre 2019, en

partenariat avec le BGR.

Pour son opérationnalisation, un comité dédié a été mis en place, des ateliers de renforcement de capacités pour son appropriation ont été organisés. En outre, 2 experts de la CBLT ont bénéficié d'une formation des formateurs en Allemagne avec l'appui de GIZ.

- **Publication du Rapport Annuel de Suivi (RAS) 2017**

La CBLT, en collaboration avec la GIZ a produit le RAS et l'a validé au cours d'un atelier régional. Ce rapport technique, en cours d'édition et de publication, présente les données de suivi collectées dans les pays membres en 2016. Il servira à l'élaboration du prochain Rapport sur l'État du Bassin (SOB) et aux échanges de données avec les Etats membres et autres utilisateurs.

- **Préparation du deuxième Rapport sur l'Etat de l'Ecosystème du Bassin (SOB II)**

Après le premier rapport sur l'état de l'écosystème du Bassin du lac Tchad, publié en 2016, la Commission a enclenché cette année le processus de rédaction du deuxième document qui paraîtra en 2021. Ce document se propose de fournir des informations actuelles sur les écosystèmes terrestres et aquatiques, les paramètres biophysiques et écologiques du bassin ainsi que sur les conditions sociales, culturelles et économiques des populations du bassin du lac Tchad.

Une feuille de route a été élaborée et validée par les pays membres lors d'un atelier régional tenu en août 2019.

- **Actualisation du document de Projet Système d'Observation du Cycle Hydrologique du lac Tchad (Lac Tchad-HYCOS)**

La CBLT en collaboration avec l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et de Global Water Partnership (GWP) Afrique Centrale, a actualisé le document du Projet Lac Tchad-HYCOS en intégrant un système d'alerte précoce (SAP) dans le bassin du Lac Tchad. Ce document validé lors d'un atelier régional sera soumis aux financements des bailleurs de fonds.

Pour cet axe sur l'amélioration des connaissances en ressources en eau, la CBLT a effectué plusieurs activités au rang desquelles il y a la réhabilitation et le renforcement de son réseau d'observation, la création des outils d'aide à la décision, le renforcement des capacités des experts, le développement de la coopération et le partenariat avec les autres institutions. Globalement **67 %** des activités prévues sur cet axe ont été réalisées.

Malgré les difficultés rencontrées, notamment dans le domaine sécuritaire et l'insuffisance de ressources, ayant empêché l'exécution de certaines activités prévues au Nigeria et en RCA, des avancées significatives sont attendues en 2020 grâce à la mise en œuvre de nouveaux projets (PROLAC, PARSEBALT, GEF/PNUD/BAD, etc.).

AXE II : GESTION DURABLE DES ECOSYSTEMES DU BASSIN DU LAC TCHAD

Les écosystèmes sont un ensemble du milieu terrestre, aquatique et aérien qui permet les interactions entre les organismes vivants.

L'axe II a pour objectif de faciliter la gestion durable des écosystèmes dans le bassin du lac Tchad. Il compte au total 6 cibles, 7 interventions et 21 activités.

II.1. Renforcement des réglementations nationales et régionales sur la gestion des écosystèmes lacustres et fluviaux

En 2019, la Commission a renforcé les réglementations nationale et régionale sur la gestion des écosystèmes notamment dans la rédaction du plan de gestion du lac Fitri, et l'appui au lancement de la mise en œuvre du plan de gestion de Waza Logone.

En effet, dans le cadre des lignes directives de la Convention de Ramsar pour l'élaboration des Plans de Gestion des sites Ramsar, la CBLT et le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche (MEEP) du Tchad ont réalisé un diagnostic de la situation du lac Fitri en 2018. Un draft du plan de gestion a été élaboré et est en attente de validation.

De même, la CBLT a appuyé le Cameroun dans la mise en œuvre pour la mise en place d'une instance permanente de la gouvernance de la Plaine d'Inondation de Waza Logone (PIWL).

La CBLT envisage en 2020 d'accompagner le Nigeria pour l'actualisation du Plan de Gestion de la Komadougou-Yobé.

En outre, la CBLT collabore avec l'ONG NOE pour la désignation du Massif de Termit comme zone d'importance internationale pour la conservation des oiseaux au Niger.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Ressources » financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), à travers l'Office Nationale de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) de France, la CBLT a participé à la campagne de dénombrement des oiseaux d'eau migrateurs dans la plaine du Logone.

A l'issue de cette mission, un total de 28 977 oiseaux aquatiques ont été dénombrés sur 44 espèces répertoriées dont 15 847 sur 40 espèces dans la partie camerounaise de la plaine inondable et 13130 espèces dans la partie tchadienne de la plaine inondable. Sur les 44 espèces dénombrées, 5 ont été observées dans la partie tchadienne de la plaine inondable, mais n'ont pas été vues dans la partie camerounaise de la plaine. Il s'agit notamment du canard à bec frappé, du Garganey et du canard à face blanche, tandis que 17 espèces ont été observées dans la partie camerounaise de la plaine mais ne l'ont pas été dans la partie tchadienne de la plaine.

II.2. Développer la base de données régionale pour la gestion de l'environnement.

Afin de mettre à jour la base de données régionales sur l'environnement, des missions ont permis de collecter de données sur l'occupation des sols, la géologie, certaines cartes topographiques et sur les acteurs.

II.3. Promotion des meilleures pratiques de conservation des écosystèmes

La Commission a mis en œuvre plusieurs actions dans l'optique de capitaliser et de promouvoir les meilleures pratiques de gestion de l'environnement, notamment la promotion de la filière agricole, la restauration des écosystèmes fragiles, l'électrification rurale sur la base de l'énergie verte.

- **Promotion de filière de production agricole**



S'agissant de la promotion de la filière de production agricole, la CBLT à travers le PRESIBALT a acquis et distribué plusieurs biens dans le



bassin. Il s'agit de :

- ✓ 127 fours chorkors acquis et distribués dont 50 au Cameroun, 17 au Tchad, 52 au Niger et 8 en RCA ;
- ✓ 30 caisses isothermes ont été également acquis et distribués au Cameroun,
- ✓ L'installation des machines/chambre à glace, la construction des ateliers de filetage et de laiteries sont programmés au premier trimestre 2020.

- **Aménagements des Petits Périmètres Irrigués Villageois (PPIV)**

Dans le but de promouvoir l'agriculture de contre saison, la Commission par l'entremise du PRESIBALT a aménagé des PPIV dont 150 ha au Niger et 133 ha au Cameroun.

- **Promotion de l'énergie verte**

Des actions pilotes pour l'électrification rurale à base d'énergie verte à travers des kiosques d'électrification sont en cours de réalisation au Niger et au Cameroun.

- **Protection des éléphants**

Depuis 2017, une convention de partenariat a été signée entre la CBLT et l'ONG SOS Eléphant. Cette année, plusieurs activités ont été mises en œuvre dans le cadre de cette convention notamment :

- ✓ 1000 plants de Moringa et 1000 plants d'Eucalyptus sont mis à terre ;
- ✓ 250 membres des communautés bénéficiaires dont 200 femmes sont formés en apiculture ;
- ✓ 500 ruches avec les bandelettes sont distribuées aux communautés ;
- ✓ 30 membres de la communauté sont formés à la lutte contre le braconnage et le réseau d'informateurs est opérationnel ;
- ✓ 10 maîtres communautaires dont 2 femmes sont formés sur les modules environnementaux et sont opérationnels dans les écoles de la zone ;
- ✓ 614 élèves (dont 194 filles) des écoles primaires ont suivi les cours sur les différents modules relatifs à l'éducation environnementale ;
- ✓ Comptage aérien de 500 éléphants dans la zone du projet avec la contribution du ministère de l'environnement du Tchad ;
- ✓ Campagnes de sensibilisation relatives au braconnage organisées dans la zone du projet d'où 1000 tracts ont été distribués.

- **Inscription du lac Tchad sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO**

- ✓ La convention signée le 10 mai 2017 avec l'UNESCO pour la mise en œuvre du projet Biosphère et Patrimoine Mondial se poursuit en 2019. Les principales activités mises en œuvre sont : Le draft du dossier de proposition d'inscription du lac Tchad sur la liste du Patrimoine Mondial de l'humanité est disponible et déposé par le Cameroun au nom des quatre pays concernés auprès du Centre du Patrimoine le 30 septembre 2019 pour analyse de conformité.
- ✓ Le dossier pour la nomination d'une réserve de biosphère nationale au Nigéria a été finalisée et déposée auprès du CIC/Secrétariat du Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB).
- ✓ Pour les réserves de biosphère transfrontières, les concertations à la base ont été enclenchées au niveau des pays notamment à Pala autour du Parc National de Séna – Oura (Tchad), Tcholliré autour du Parc National de Bouba Ndjidda et à Djohong autour du Parc National de la Vallée du Mbéré (Cameroun) pour discuter du zonage.

- ✓ 8 ateliers de renforcement des capacités des membres des comités nationaux MAB, des experts nationaux des pays bénéficiaires ont été organisés sur les thématiques MAB (Cameroun, Niger, Nigeria, RCA et Tchad), Patrimoine Mondial (Nigeria), Cartographie/SIG et Télédétection (Tchad), la synergie entre le MAB et le PM, la gestion pacifique des ressources en eau par l'approche PCCP. Au total 160 experts et 5 comités ont été formés. Trois (03) missions d'identification et d'évaluation des sites et actions prioritaires pour les actions pilotes de restauration écologique ont été conduites à Bol dans la Province du Lac (Tchad).
- ✓ En ce qui concerne la promotion des AGR, un projet d'aménagement d'une mare pour la pisciculture et 8 micro-projets de valorisation des produits locaux ont été lancés à Diffa en partenariat avec le Pnud.

II.4. Suivi des tendances de la végétation dans le bassin du lac Tchad

Pour cette activité, 2 experts de la CBLT ont participé à une formation à Nairobi au Kenya sur l'utilisation des e-stations destinée à l'apprentissage des outils d'observation de la terre par satellites.

L'axe portant sur la gestion durable des écosystèmes dans le Bassin du Lac Tchad a permis de renforcer les réglementations nationales et régionales sur la gestion des écosystèmes, de la mise à jour de la base des données, de la promotion des bonnes pratiques environnementales et d'enclencher le processus d'inscription du Lac Tchad sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Toutes ces actions qui ont connu une réalisation d'environ **62 %** seront renforcées en 2020.

AXE III : GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES DU BASSIN DU LAC TCHAD

Pour l'année 2019, la CBLT a planifié plusieurs activités dans cet axe qui porte sur la gouvernance des ressources naturelles. Au total, 2 cibles, 3 interventions et 9 activités sont prévues.

- **Création d'un forum des ONG du bassin du lac Tchad**

L'une des stratégies de la CBLT est de parvenir à créer un forum des ONG du bassin du lac Tchad afin d'impliquer davantage les parties prenantes dans ses activités et tracer la voie pour un partenariat constructif entre les acteurs de la société civile et les autres acteurs de développement. Pour ce faire, un forum régional de concertation avec les OSC, y compris les organisations des femmes et des jeunes, des chefs traditionnels et des leaders d'opinion et des universitaires s'est tenu à Niamey en juin 2019.

- **Cartographie des interventions dans le bassin du lac Tchad**

Cette cartographie consiste en l'élaboration, l'identification, et le listing des actions de la CBLT et des autres partenaires dans le Bassin en vue d'accroître la visibilité et d'éviter les redondances. Cette activité qui a commencé en 2019 se poursuivra en 2020 avec les partenaires dans le cadre de la Stratégie Régionale de Stabilisation.

- **Stratégie régionale de communication de la CBLT**



Dans le but d'accroître sa notoriété et la visibilité de ses actions auprès de ses différentes parties prenantes, la Commission a organisé, en octobre 2019 à Douala au Cameroun, un atelier régional

de validation d'une stratégie de communication endossée par un plan d'actions opérationnel d'une période d'une année. A l'issue de cet atelier, les recommandations suivantes ont été faites :

- ✓ Restituer dans les Etats membres l'organisation de la commémoration de la CBLT ;

- ✓ Avoir de partenariats avec des médias officiels dans chaque pays membres ;
- ✓ Prendre en compte les relais communication au sein des prochaines structures de point focal dans les pays.

Outre cette stratégie de communication, bien d'autres Stratégies de communication existent à la CBLT notamment la Stratégie Régionale de la Stabilisation et celle du PRESIBALT.

Par ailleurs, la CBLT à travers le PRESIBALT a signé des conventions avec 8 radios communautaires afin de contribuer au renforcement de la résilience des communauté face au changement climatique par le biais de l'information, de l'éducation et de la communication. Ces différentes rubriques se font sous plusieurs langues des localités couvertes par les radios selon les pays.

- **Organisation de la Journée du lac Tchad**

Durant les manifestations pour la célébration de l'anniversaire de sa création, la CBLT a organisé le 22 mai une conférence-débat sous le thème de la « Stabilisation, le redressement et la résilience des zones du bassin touché par la crise Boko Haram », à



l'intention des étudiants et enseignants-chercheurs de de l'Université de N'Djamena. Cette conférence a permis non seulement de présenter la stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du Bassin touchées par la crise Boko Haram mais aussi et surtout d'accroître la visibilité de la CBLT. A cet effet, plus de 1500 étudiants ont été informés et sensibilisés sur les objectifs et les missions de la CBLT.

Pour l'année 2019, le troisième axe de travail qui porte sur la gouvernance des ressources naturelles a connu une faible réalisation en raison de l'insuffisance des ressources. Avec la mise en œuvre de la SRS en 2020, ces activités monteront certainement en puissance.

Toutes ces actions qui ont connu une réalisation d'environ **45 %** seront renforcées en 2020

AXE IV : Appui à la mise en œuvre des actions de développement d'urgence

L'axe de travail IV vise la mise en œuvre des actions de développement d'urgence en vue d'accroître les moyens de subsistance des populations vulnérables et redynamiser l'économie locale à travers des activités génératrices de revenus d'élevage, d'agriculture, de la pêche dans le Bassin du Lac Tchad.

Il compte 3 cibles, 3 interventions et 26 activités.

IV.1. Développement des activités génératrices de revenus pour les communautés et couches vulnérables dans le bassin du lac Tchad



Dans le cadre de la mise en œuvre des activités génératrices de revenus (AGR) pour la mise en œuvre du PURDEP, plusieurs activités ont été réalisées en faveur des communautés vulnérables dans les pays membres de la CBLT.

Vu l'importance des actions d'accompagnement des ONG sur le terrain et surtout dans les zones d'accès difficile, la CBLT a choisi de confier à ces organisations locales la charge d'accompagner les communautés sur les activités ci-après :

- Appui aux producteurs du beurre de karité et du miel à Bossangoa en RCA ;
- Appui aux producteurs agricoles (PPIV et distribution des intrants agricoles) dans la province du Lac au Tchad ;



- Appui à la construction de 3 fermes avicoles dans la région de Zinder au Niger ;
- Appui aux producteurs agricoles à Borno, Bauchi, Jigawa, Kano et Yobé au Nigeria ;
- Appui aux producteurs des cultures maraîchères dans la région de l'Extrême Nord et la réhabilitation du centre d'aquaculture de Maga, Cameroun ;
- Appui aux personnes vulnérables pour la production des petits ruminants dans les Etats de Borno, Bauchi, Jigawa, Kano et Yobé au Nigeria.

- Appui par la GIZ à 215 paysans au Tchad en équipements et en matériels agricoles composés de charrues, houes, dabas, machettes, charrettes, faucilles, pelles,



pioches, brouettes, pulvérisateurs, semoirs, sceaux, râteaux, semences, tubage plein et tubage crépine, lampes solaires, robinets.

IV.2. Développement des infrastructures sociales de base

Le développement des infrastructures sociales de base visant à faciliter la réalisation des activités socio-économiques dans le bassin du lac Tchad concerne les activités ci-après :

- **Construction de marchés ruraux**

7 marchés sont construits dont 3 au Cameroun, 2 au Niger et 2 au Tchad avec les latrines construites et les unités de traitement des déchets achevées. Par contre, 12 autres marchés sont en cours de finition.

- **Construction et réhabilitation des formations sanitaires**



11 centres de santé sont construits dont 4 au Cameroun, 4 au Niger, 2 en RCA et 1 au Tchad. En plus, 7 000 moustiquaires imprégnées ont été distribuées dans la zone.

- **Construction des forages à Pompes à Motricité Humaine (PMH) et des Postes d'Eau Autonomes (PEA)**

Afin de fournir de l'eau potable aux populations, la CBLT a construit 9 postes d'eau autonome à énergie solaire. En outre, 11 postes à eau autonomes sont en cours de construction au Cameroun dont sept par le PRESIBALT et 4 par le PURDEP.

- **Construction des forages à pompe manuelle**

76 forages sont construits dont tous les 36 prévus au Tchad, 35 sur 84 au Cameroun et 5 sur 14 en RCA par le PRESIBALT et 4 forages équipés de pompes à motricité humaine en RCA par le PURDEP.



- **Construction et réhabilitation des centres d'éducation**

102 salles de classe sont en cours de construction dont 36 au Cameroun, 18 au Tchad, 45 au Niger et 3 en RCA.

- **Construction de stations solaires pastorales**

Trois stations solaires sont en cours de construction dans les provinces du Lac au Tchad. Au Nigéria, 12 stations solaires sont en cours de construction, 02 stations sont en cours de construction dans les régions de Diffa et de Zender au Niger.

La mise en œuvre de l'axe IV a permis de réaliser plusieurs activités génératrices de revenus telles que l'appui aux producteurs de beurre de Karité, les fermes avicoles, les PPIV, etc. Il en est de même pour la disposition des communautés des infrastructures socioéconomiques de base telles que les écoles, les centres de santé, les forages, etc. Toutes ces actions qui ont connu une réalisation d'environ **81 %** seront davantage renforcées en 2020 avec la mise en œuvre de la Stratégie Régionale de Stabilisation.

AXE V : Développement du cadre institutionnel et opérationnel

Le dernier axe du PTBA 2019 qui concerne le développement du cadre institutionnel et opérationnel de la CBLT comprend les actions de mises en œuvre du PAS, d'amélioration de la visibilité de la CBLT, de la gestion financière et des ressources humaines ainsi que du cadre de travail. Il comporte une cible, 6 interventions et 55 activités prévues.

V.1. Mise en œuvre du Plan d'Action Stratégique 2008 – 2025

La cible principale des interventions planifiées pour cette année avait pour objectif de faciliter la mise en œuvre du PAS dans les pays membres de la CBLT. Pour ce faire, les activités menées se déclinent ainsi qu'il suit :

- **Élaboration des annexes de la Charte de l'eau**

Les annexes 7 et 9 de la Charte de l'eau relatives à l'actualisation des missions, attributions et modalités de fonctionnement des organes de la Commission et aux modalités et conditions de gestion coordonnée des ouvrages hydrauliques ont été validées lors d'un atelier régional organisé en mars 2019 à N'Djaména.

Par ailleurs, le processus d'élaboration de deux autres annexes 10 et 11 relatives à la situation d'urgence et à la navigation est en cours.

- **Appui au démarrage de nouveaux projets**



- ✓ Lancement du projet PNUD-FEM « Améliorer la gestion du Lac Tchad en mettant en œuvre le PAS pour renforcer la résilience au changement climatique et réduire le stress sur les écosystèmes », suivi de la tenue de son premier comité de

pilotage en novembre 2019. Le projet a un coût global de 6 080 000 USD.

✓ Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des groupes vulnérables dans le Bassin du Lac Tchad (PARSEBALT) : des protocoles d'accord entre les Etats concernés et le Fonds Africain de Développement sont signés pour un montant de 10 208 198 000 Fcfa.

Le processus de signature de protocoles d'accord de rétrocession entre les Etats bénéficiaires et la CBLT a été entamé au cours de cette année avec déjà la signature du Cameroun et du Tchad. Celle avec la RCA est prévue d'ici la fin de l'année.

✓ Comme cofinancement du PRESIBALT, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a levé 20 313 084 USD pour la restauration et la sauvegarde de l'environnement du Bassin. 6 projets d'accord de dons et d'accord de rétrocessions ont été élaborés en collaboration avec la BAD et sont en cours de signature avec les pays. Celui du Tchad est déjà signé.

Par ailleurs, le PRESIBALT, sur la demande des pays, a bénéficié de la BAD d'une prorogation d'un an jusqu'en septembre 2020.

✓ Projets financés par la Coopération allemande (BMZ) sur l'application de la gestion intégrée des ressources en eau dans le bassin du lac Tchad » à travers la GIZ et le BGR pour un montant de 8 millions d'euros. Les ateliers de planification opérationnelle des 2 projets sont déjà organisés.

✓ Le Projet de Relance et de Développement de la région du Lac Tchad (PROLAC) financé par la Banque Mondiale dont la composante sur la gestion des connaissances est confiée à la CBLT pour un montant de 5 millions USD est en cours de finalisation.

✓ Le projet de Redressement Economique et Social Inclusif du Lac Tchad (RESILAC), cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE) pour un montant de 36 100 000 d'euros est en cours d'exécution dans les pays. La CBLT est membre du comité de pilotage régional.

- **Supervision des activités des projets/programmes**

La Commission a mis en œuvre plusieurs projets et programmes dans les Etats membres. Afin d'effectuer le suivi pour la mise en œuvre de ces activités, une série de mission conjointe a été organisée dans le cadre du PURDEP et du PRESIBALT. Celles-ci comprenaient l'équipe du Secrétariat Exécutif, les Points Focaux nationaux, les Coordinations Nationales de projets et les ONG.

Ces missions ont permis de faire un état des lieux sur les niveaux des réalisations des projets, les faiblesses de la mise en œuvre et l'exploration des pistes de pérennisation des réalisations.

Dans l'ensemble, les bénéficiaires ont apprécié les actions des projets et programmes qui contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie par l'approvisionnement en eau potable, les infrastructures de base, la restauration des écosystèmes dégradés, etc.

Toutefois, un certain nombre d'entraves ont été relevées. Il s'agit notamment de la situation d'insécurité dans certaines localités bénéficiaires, de la qualité de certains ouvrages, de l'appropriation de ces œuvres ainsi que les problèmes de visibilité des réalisations sur le terrain.

- **Validation de la stratégie régionale d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC)**

La Stratégie Régionale d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le bassin du lac Tchad a été validée lors d'un atelier régional en avril 2019 à N'Djaména. Cette stratégie qui vise à renforcer la résilience du monde rural dans les secteurs d'agriculture, d'élevage et de pêche est accompagnée d'une étude diagnostique et d'un plan d'action pour la mise en œuvre des mesures retenues.

- **Révision de l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT)**



La CBLT avec l'appui de GIZ a procédé à la révision du premier document de l'ADT. Le nouveau document qui a été validé lors d'un atelier régional à N'Djaména a identifié 4 principaux

problèmes transfrontaliers qui sont : (i) variabilité du régime hydrologique et hydrogéologique, (ii) dégradation de la biodiversité, (iii) sédimentation et (iv) variabilité et changement climatiques. Il servira de base pour la révision du PAS.

V.2. Améliorer l'organisation des événements et activités de la CBLT

La Commission a également mené des activités dans le sens de pouvoir faciliter l'organisation des événements et des activités au niveau de la CBLT. Celles-ci se déclinent ainsi qu'il suit :

- **Amélioration de la bande passante internet**

Dans l'optique de faciliter la communication, la bande passante internet au sein de la Commission a été mise à niveau et est passée de 8 Mbps/1,5 Mbps à 15 Mb/15 Mbps. Ceci permet de soutenir le fonctionnement du LIS et d'autres exigences des utilisateurs au siège de la Commission.

V.3.Mise en place d'un système performant de gestion financière et des ressources humaines

Dans l'optique de rendre performant le système de gestion financière et des ressources humaines au sein de la Commission, les activités suivantes ont été réalisées ;

- **Recrutement d'un consultant pour l'Audit des comptes**

Conformément aux résolutions du Conseil des Ministres, le processus de recrutement de l'auditeur externe est conduit sous la supervision totale du Président en exercice du Conseil de Ministres de la CBLT. Il a abouti à la sélection du cabinet Price Water House Cooper pour l'audit des exercices 2018, 2019 et 2020.

- **Manuel d'évaluation de performances du personnel**

La CBLT a élaboré avec le concours de la GIZ un manuel d'évaluation des performances du personnel qui sera opérationnel en 2020. Ce document vise à créer les conditions de motivation et d'engagement du personnel dans l'atteinte des objectifs de la Commission. Le processus d'appropriation de ce document par le personnel est en cours.

- **Formation et perfectionnement du personnel**

Dans le but de rendre performant son personnel, la CBLT a mis en œuvre un plan de formation et de perfectionnement du personnel dans les domaines suivants :

- ✓ Gestion des Ressources Humaines ;
- ✓ Gestion du logiciel TOMPAIE ;



- ✓ Sécurité du personnel, premiers secours et sécurité-incendie ;
- ✓ Systèmes de classement et d'archivage de dossiers ;
- ✓ Sécurité et conduite préventives à l'attention des chauffeurs de la CBLT ;
- ✓ Gestion Axée sur les Résultats ;

- **Recrutement de personnel en 2019**

Afin de compléter l'effectif de son personnel, la CBLT a procédé au recrutement d'un Conseiller Juridique et d'un Assistant Paix et Sécurité. Le processus de recrutement pour les autres postes vacants tels que Chef de Division Ressources Humaines, Chef de Division Finances et Comptabilité, Expert en Développement Rural, Expert Agropastoraliste, Expert Suivi-évaluation et Traducteurs est en cours.

V.4. Améliorer l'environnement de travail

Au total, 8 activités ont été réalisées au cours de l'année, dans le but d'améliorer l'environnement de travail au sein de la Commission.

- **Réfection des villas de Farcha**

Le processus pour la réfection de 5 villas a été entamé avec la sélection d'une entreprise adjudicatrice qui a déjà commencé les travaux.

- **Construction d'un bâtiment annexe (bâtiment sur pilotis)**

La construction d'un bâtiment devant abriter les bureaux de nouveaux projets et programmes de la CBLT, cofinancée par le Pnud est en cours de lancement. Les offres ont été reçues et sont en cours d'analyse.

- **Réfection du siège de la CBLT**

Pour ce qui est de la réfection du siège de la CBLT, une partie des travaux à savoir la construction des toilettes externes, le carrelage des bureaux au rez-de-chaussée est déjà exécutée. Concernant la réfection de la salle de conférence, les offres sont reçues et sont en cours d'analyse.

L'axe sur le développement du cadre institutionnel et opérationnel de la CBLT a conduit à l'exécution de plusieurs activités au nombre desquelles, il y a la mise en place d'un système performant de gestion financière et des ressources humaines, l'appui au démarrage de plusieurs projets et programmes, la supervision des activités et l'amélioration du cadre de travail. Toutes ces activités qui ont connu une réalisation d'environ **71%** seront davantage renforcées en 2020 grâce à la mise en œuvre des nouveaux projets annoncés ci-dessus.

PARTIE II : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE DE STABILISATION



La CBLT a élaboré une Stratégie régionale pour la stabilisation, le relèvement et la résilience des régions affectées par la crise Boko Haram. Elle s'appuie sur 9 piliers d'intervention comme suit : (i) Coopération politique ; (ii) Sécurité et droits de l'homme, (iii) Désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration

des personnes associées à Boko Haram ; (iv) Assistance humanitaire ; (v) Gouvernance et contrat social ; (vi) Redressement socioéconomique et durabilité de l'environnement ; (vii) Education, apprentissage et compétences ; (viii) Prévention



de l'extrémisme violent et consolidation de la paix et ; (ix) Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, plusieurs activités ont été réalisées, à savoir :

- ✓ Mise en place des instances de décision et de pilotage de la stratégie de stabilisation ;
- ✓ Mise en place du secrétariat de la stratégie de stabilisation ;
- ✓ Campagnes de sensibilisation pour la vulgarisation et l'appropriation de la stratégie par les parties prenantes ;
- ✓ Tenue de la deuxième réunion du forum des gouverneurs ;
- ✓ Lancement du Fonds pour la stabilisation du bassin du lac Tchad ;
- ✓ Réunions de concertation pour la création de la plateforme des OSC pour la stabilisation ;

Afin de soutenir la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation (SRS), un Fonds Régional de Stabilisation (FRS) a été lancé le 18 juillet 2019 à Niamey, en République du Niger, en marge du deuxième Forum annuel des Gouverneurs de la Commission du Bassin du Lac Tchad. D'un montant de cent million (100 millions) de dollars américains, ce fonds constitue un mécanisme de financement de la coopération régionale en matière de stabilisation, de relance et de résilience dans la région du bassin du lac Tchad. Le lancement de ce fonds a été couronné de succès avec les promesses de dons de différents donateurs, réparties comme suit en dollars américains : Allemagne : 44 millions ; Suède : 8,3 millions ; Union Européenne : 5,5 millions ; Royaume Uni : 2,5 millions. Au total, 60,3 millions de dollars américains ont été mobilisés.

Les fonds seront alloués aux quatre pays touchés (Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad) et constitués de ressources financières affectées et non réservées à une fin particulière. La contribution allemande sera allouée aux quatre pays selon le principe 40-20-20-20, tandis que les fonds suédois relèvent de la catégorie de fonds non réservés et serviront à soutenir les interventions au niveau des pays ainsi que la coordination au niveau régional. Le soutien de l'Union européenne soutiendra également les activités dans chacun des quatre pays et les efforts de coordination régionale, tandis que l'appui du Royaume-Uni est spécifiquement destiné au Nigéria.

A ce jour, les actions suivantes ont été entreprises dans chacun des pays dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds, qui a été initié et lancé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour appuyer l'opérationnalisation de la Stratégie régionale de stabilisation.

Nigéria :

La première réunion de la « NIGERIA PARTNER PLATFORM » s'est tenue avec succès le 20 septembre 2019. Elle était coprésidée par le Ministre des Finances,

du Budget et de la Planification Nationale et le Représentant Résident du PNUD au Nigéria. Les Gouverneurs des Etats fédérés de Borno, Adamawa et Yobe, les représentants



des forces armées nigérianes, de la CBLT, de l'Union Africaine et des partenaires donateurs ont également pris part à la rencontre ; le Conseil a approuvé le document de projet du guichet nigérian du Fonds régional de stabilisation et a entérinée les sept (07) communautés cibles identifiées dans trois Etats du Nord-Est du Nigéria (4 à Borno; 2 à Yobe; et 1 dans l'Adamawa).

L'évaluation des besoins et des concertations au niveau locale ont été initiées dans ces sept communautés pour identifier les interventions prioritaires dans trois domaines de résultats.

Sur la base de cette évaluation et de ces consultations avec les acteurs clés des Etats fédérés et des gouvernements locaux, des forces de défense et de sécurité et des communautés locales, un Plan d'action conjoint (PAC) a été mis au point pour chacune de ces communautés afin de préciser les principaux besoins en matière de stabilisation et les activités prévues dans les 18 prochains mois. Le PAC a été approuvé par le Conseil d'administration le 20 septembre 2019.

Cameroun :

Le PNUD Cameroun a créé une « Unité de Stabilisation » à Maroua pour superviser la mise en œuvre du Fonds avec la collaboration du Gouvernement camerounais. Au total, neuf (09) sites ont été sélectionnés par le Gouvernement camerounais et le PNUD au titre de la stabilisation. Il s'agit de: Kolofata, Blangoua, Hile Alifa, Fotokol, Waza, Mora, Moyo Moskota, Mayo Oulo et Demsa

Le PAC est en cours d'élaboration et sera validé par le gouvernement camerounais, les partenaires donateurs et le PNUD.

Niger :

Le PNUD au Niger envisage de convoquer le Comité Directeur national pour approuver le document de projet relatif aux efforts de stabilisation dans ce pays ; examiner et approbation des termes de référence (TDR) du Conseil d'administration ; S'accorder sur les sites qui seront retenu au chapitre de la stabilisation et de mettre en place d'une équipe de stabilisation.

Tchad :

Le document de projet pour le guichet national du Tchad a été élaboré et approuvé par le Comité Directeur national le 14 octobre 2019. Le PNUD Tchad met actuellement en place une équipe de stabilisation qui sera basée à Bol (province du Lac) et à Massakory (Province de Hadjer-Lamis).

Ci-dessus, un tableau de répartition par pays des fonds reçus à ce jour par les Bureaux Pays PNUD.

	Montant de l'Allemagne après ajustement de la contribution du Royaume Uni		Montant total avec/la contribution du Royaume Uni au profit du Nigéria	
	Montant (US\$)	%	Montant (US\$)	%
Nigéria	3.798.687,09	35%	6.042.529,09	46%
Tchad	2.750.547,05	25%	2.750.547,05	21%
Cameroun	2.688.183,81	25%	2.688.183,81	20%
Niger	1.703.501,09	16%	1.703.501,09	13%

En 2020, la CBLT appuiera les Gouverneurs des 8 régions du bassin qui sont visées par l'élaboration des plans d'action territoriaux, le plan d'investissement y afférent et l'organisation de la table ronde des bailleurs pour la mobilisation des ressources.

PARTIE III : PROJET DE TRANSFERT D'EAU INTERBASSIN (PTEIB)

En réponse au rétrécissement du Lac Tchad sous les effets conjugués du changement/variabilité climatique, les prélèvements directs d'eau et les autres activités anthropiques dans son bassin, la CBLT a décidé en 1994 de lancer le « *Projet de Transfert d'Eau de l'Oubangui au Lac Tchad* », une stratégie qui consiste en un apport d'eau dans le Lac Tchad à partir de la rivière Oubangui située dans le bassin du Congo.

Conformément à la déclaration d'Abuja en février 2018 sur la revitalisation du Lac Tchad et de la Résolution n°1 du Conseil des Ministres du 07/02/2019 qui instruit le SE-CBLT de : *i) mettre en place une Unité de Coordination (UC) du Projet de Transfert d'Eau de l'Oubangui au Lac Tchad ainsi que l'élaboration d'une stratégie de communication ; ii) œuvrer de concert avec les pays membres pour la recherche de financements du Plan d'actions, les activités suivantes ont été réalisées :*

- ✓ Création de l'Unité de Coordination (UC) du projet et recrutement du Coordonnateur ;
- ✓ Elaboration de la stratégie de communication du projet ;
- ✓ Création d'un Comité de Pilotage du projet ;
- ✓ Concertation avec la BAD pour la création du Fonds pour la sauvegarde du lac Tchad ;
- ✓ Elaboration d'une feuille de route et d'un budget à court terme.

En 2020, la CBLT se propose de lancer les études approfondies sur l'amélioration de l'hydraulicité du système Chari-Logone et sur l'aménagement du lac Tchad, lesquelles viendront compléter les études de faisabilité approfondies en cours de réalisation par POWER CHINA.

Pour l'opérationnalisation du Fonds pour la sauvegarde du lac Tchad, un dialogue a été établi avec la BAD sur les points suivants : (i) tenir une conférence des parties prenantes (donateurs) afin de partager les conclusions de l'étude de faisabilité conduite par le gouvernement chinois ; (ii) organiser une étude complète sur la vulnérabilité du bassin du lac Tchad au changement climatique en relation avec le PTEIB ; (iii) organiser un dialogue interbassin entre la CBLT, CICOS et la CEEAC sous les auspices de l'UA en association avec la BAD en cas de nécessité.

PARTIE IV : ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE PAIX ET SECURITE

Le mandat de la CBLT à travers la Force Multinationale Mixte (FMM) est de promouvoir l'intégration sous régionale, renforcer la coopération militaire entre les Etats Membres et préserver la paix et la sécurité dans le bassin du Lac Tchad. Les activités du volet paix et sécurité se sont poursuivies au cours de l'année 2019 et se présentent comme suit :

- ✓ La mise en œuvre par la FMM d'une opération militaire « YANCIN TAFKI » (liberté du lac) qui a pour objectif la neutralisation totale des Groupes Armées Terroristes (GAT) qui sévissaient dans la région du bassin du lac Tchad ;
- ✓ La participation à la conférence de la RIFU (Unité régionale de fusion du renseignement ayant pour objectif de faire les prévisions budgétaires et le plan de recherche du renseignement pour l'année 2020 par le Comité de Gestion de la RIFU ;
- ✓ La tenue de la Conférence CBLT-FMM/UA en février 2019 pour la validation de la Stratégie de Protection des Civiles de la FMM et la finalisation du SOP (Standard Operating Procedure) relative à la gestion des Personnes associées à Boko Haram ;
- ✓ La participation à la quarante-huitième réunion du Comité Consultatif des Nations Unies pour les questions de paix et de sécurité en Afrique Centrale (UNOCA), en mai 2019 à Yaoundé au Cameroun ;
- ✓ La participation au Briefing entre Regional Economic Communities/Regional Mechanisms (RECs/RMs) et Peace and Security Council (PSC) sur la prévention contre le terrorisme Extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad – Rôle de l'Union Africaine (UA), organisé en avril 2019 à Addis Abeba, portant sur les succès des opérations militaires de la FMM avec le soutien de l'UA ;
- ✓ La participation à la réunion de consultation, d'harmonisation et de coordination du processus de prise de décision entre RECs/RMs et PSC,



tenue en août 2019 à Addis Abeba pour mettre l'accent sur la coordination basée sur le principe de subsidiarité et la collaboration entre UA et CBLT-FMM.

Par ailleurs, de nombreuses activités liées particulièrement à la lutte contre le terrorisme ont été menées par la FMM parmi lesquelles :

- ✓ La Première Rencontre Trimestrielle du Comité de Défense et de Sécurité (CDS), tenue en avril 2019 à Niamey au Niger relative au soutien technique additionnel avec les fonds de l'Union Européenne (UE) et à l'évaluation de la situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad.
- ✓ La Réunion des Ministres de la Défense, des Chefs d'Etat-Major des Armées et des Experts des PCT de la CBLT, organisée du 13 au 15 novembre 2019 à N'Djamena au Tchad qui a porté sur le succès de l'Opération YANCIN TAFKI et la nécessité de prendre à bras le corps les causes profondes de cette crise terroriste en mettant l'accent sur la Stratégie Régionale de Stabilisation de la CBLT.

Dans le cadre de la Stratégie Régionale de Stabilisation, la CBLT et ses partenaires à savoir, l'Union africaine, le Programme des Nations Unies pour le Développement ont conduit des missions de sensibilisation et d'appropriation au Tchad, Niger et Cameroun. Il ne reste que l'étape du Nigeria pour terminer cette phase de sensibilisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de paix et sécurité, des résultats significatifs ont été obtenus sur le terrain notamment la neutralisation totale des Groupes Armées Terroristes. Au-delà de ces activités, plusieurs autres ont été menées notamment des réunions et conférences dans le cadre de partenariat avec l'Union africaine, le Pnud, l'Union européenne visant à éradiquer le phénomène Boko Haram.

PARTIE IV : COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

La synergie des actions est indispensable tant sur le plan international que régional pour la sauvegarde des ressources environnementales du bassin du lac Tchad ainsi que pour la promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans cette région. Au cours de l'année 2019, la CBLT a développé des activités de coopération aussi bien avec des organisations sous régionales qu'internationales. Ces activités sont en droite ligne avec la mise en œuvre et le suivi des programmes et projets de développement qu'avec les initiatives de développement découlant du Plan d'Action Stratégique de 2008.

Elles vont de l'appui institutionnel, financier et technique au Secrétariat exécutif de la CBLT, de la mise en œuvre et du suivi des activités dans le bassin, aux événements internationaux et portent sur :



- ✓ Le renforcement des capacités sur la diplomatie de l'eau avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ;
- ✓ La participation aux ateliers sur l'Adaptation écosystémique dans les bassins transfrontaliers et des échanges des données et information avec la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe (UNECE) ;
- ✓ La signature de l'Accord de partenariat avec l'ABN ;
- ✓ La mise en œuvre du projet GMES AFRICA avec la CICOS ;
- ✓ La collaboration avec la NASA sur le Project sur l'Assimilation des données globales pour la surveillance des eaux souterraines et de la sécheresse : avancées et défis ;
- ✓ Signature d'un protocole d'Accord avec l'observatoire Satellital des Forêts de l'Afrique Centrale(OSFAC) visant à fédérer les efforts afin de faire face aux défis environnementaux et sécuritaires dans la sous-région ;
- ✓ Coopération avec la Commission de l'Union Africaine sur la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation et le soutien à la Force Multinationale Mixte (FMM) ;

- ✓Coopération avec ONU Habitat sur l'Accélération de la mise en œuvre du nouvel agenda urbain en vue de la réalisation des objectifs de développement durable ;

Les activités du Secrétariat Exécutif ont été marquées cette année par une série d'audiences au siège de la Commission avec les représentants de diverses institutions :

- ✓Le directeur du Centre d'Etudes sur le Développement et la Prévention de l'Extrémisme Violent (CEDPE), le 8 novembre 2019. Le but est de forger des moyens de coopération avec la CBLT en diffusant les



résultats empiriques du Centre en partenariat ;

- ✓ Le Conseiller principal pour la sécurité (CSA) du Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies basé à Abuja, le 2 septembre 2019. Le Secrétaire Exécutif a fourni deux informations importantes : (i) création du secrétariat de la SRS et le recrutement du consultant chargé de coordonner le secrétariat ; (ii) mobilisation d'un Fonds de 100 millions de dollars sur deux ans lors de la deuxième réunion du Forum des gouverneurs, tenue en juillet 2019 au Niger ;



- ✓ Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique Centrale et chef de l'UNOCA, le 14 mars 2019. La visite visait à soutenir et à renforcer la synergie dans la mise en œuvre effective de la SRS dans la région du lac Tchad ;

- ✓ La Chef de la mission de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) au siège de la CBLT le 1er mars 2019. La réunion avait pour objectif de renforcer la coopération entre les deux organisations face au défi de la sécurité dans la région et à l'objectif commun d'assurer une région meilleure et plus sûre partagée par la CBLT et l'OIM ;
- ✓ Une délégation de l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS) de Dakar, au Sénégal, au siège de la CBLT le 5 mars 2019. La réunion avait pour but de forger une coopération entre la ISS et la Commission et à renforcer la collaboration entre les deux organisations dans les domaines de la recherche et de la gestion des connaissances dans la région. Un mémorandum d'accord visant à concrétiser les relations entre les deux organisations a été élaboré ;
- ✓ Une délégation du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) au siège de la CBLT, le 12 février 2019. Le but de l'audience était d'enquêter sur l'état de la lutte contre le terrorisme dans la région et de discuter des moyens de créer une synergie avec la CBLT.

En 2019, la coopération entre la CBLT et les autres institutions et partenaires a été fructueuse. Elle sera davantage renforcée en 2020 afin d'aboutir à des projets et programmes communs au bénéfice de nos populations.

PARTIE V : ADMINISTRATION ET FINANCES

Cette partie couvre la planification, la coordination et l'orientation du travail dans le domaine des finances, des ressources humaines et des services.

5.1 Ressources Humaines

La situation des ressources humaines au 31 Octobre 2019, se présente comme suit :

- **L'effectif des Ressources Humaines en 2019**

L'effectif du personnel de la Commission du Bassin du Lac Tchad en 2019 est de 72 employés, réparti selon le tableau ci-dessous :

Postes	Effectif
Secrétaire Exécutif	1
Directeurs	2
Conseiller militaire	1
Contrôleur Financier	1
Chef de Division	4
Conseiller Juridique	1
Cadres et Experts	25
Personnel des Services Généraux	37
Total	72

Un Expert en Environnement et une Secrétaire sont en situation de mise en disponibilité.

- **Vacance des postes et recrutement**

- ✓ Vacances des postes

Au cours de l'année 2019, on compte 4 départs (2 Chefs de division, 1 Traducteur, 1 Expert en Suivi-évaluation). Ces postes sont ouverts au recrutement.

Par ailleurs, en application des Résolutions de la 64e Session des Conseils des Ministres qui autorisent le Secrétariat Exécutif à procéder aux ajustements nécessaires dans l'organigramme, les postes d'Expert Agropastoraliste et d'Expert en Développement rural sont également ouverts au recrutement.

Tous ces postes sont ouverts à travers les pays membres.

- ✓ Recrutement

Plusieurs recrutements ont été effectués en 2019, il s'agit d'un Conseiller Juridique, d'un Assistant Paix et Sécurité, d'un Chargé de budget, d'un Administrateur des ressources humaines, d'une Secrétaire, d'un Jardinier et d'une Archiviste.

✓ Formation et stage

Au cours de 2019, la Commission par le biais de ses prestataires de service, a organisé plusieurs formations en faveur du personnel.

En ce qui concerne les formations de groupe, il s'agit des renforcements de capacités sur : (i) l'Induction du personnel, (ii) l'initiation du personnel au français et à l'anglais, (iii) l'archivage des documents, (iv) les ressources humaines ; (v), la conduite préventive et (vi) les premiers secours.

Une dizaine d'employés ont bénéficié des formations dans divers domaines dans les instituts de formation à l'étranger.

S'agissant de l'accompagnement des étudiants à l'acquisition des connaissances, vingt (20) étudiants ont effectué des stages dans les différentes divisions de la Commission.

En perspective, l'année 2020 connaîtra la mise en œuvre effective de la nouvelle politique des ressources humaines à travers le système d'évaluation des performances du personnel.

5.2. Situation financière

• La situation des contributions

La situation des contributions des Etats membres au 31 octobre 2019 se présente comme suit :

Pays membres	CONTRIBUTIONS (FCFA)		TOTAL (FCFA)	Paiements reçus 2019	SOLDE
	Arriérés au 1 ^{er} /01 /2019	Budget 2019			
<i>CAMEROUN</i>	1 162 268 366	863 960 640	2 026 229 006	0	2 026 229 006
<i>LIBYE</i>	3 813 630 733	777 564 576	4 591 195 309	0	4 591 195 309
<i>NIGER</i>	603 908 287	302 386 224	906 294 511	0	906 294 511
<i>NIGERIA</i>	1 468 385 397	1 727 921 280	3 196 306 677	3 207 866 580	(11 559 903)
<i>TCHAD</i>	1 065 086 984	475 178 352	1 540 265 336	0	1 540 265 336
<i>R C A</i>	1 885 600 863	172 792 128	2 058 392 991	0	2 058 392 991
TOTAL	9 998 880 630	4 319 803 201	14 318 683 831	3 207 866 580	11 110 817 250

Au 31 octobre 2019, la CBLT a encaissé du Nigéria la somme de 3.207.866.580 FCFA dont 1.468.385.397 FCFA au titre des apurements totaux de ses arriérés de contributions et 1.727.921.280 FCFA correspondant au paiement intégral de la

contribution 2019. Il se dégage un trop perçu de 11.559.903 FCFA dû aux différences de change, et sera pris en compte dans le calcul des contributions de 2020.

Les taux de recouvrement s'établissent comme suit :

- 15 % pour les arriérés des contributions ;
- 40% pour les Contributions au budget de l'année en cours.

• **Situation de la trésorerie au 31 octobre 2019**

La trésorerie active au 31 octobre 2019 présente un solde débiteur de **1.695.375.887 F CFA** et **192.172 \$US**. Les détails sont les suivants :

TRESORERIE D'ACTIF	MONTANT	
	(en XAF)	(en \$US)
Ecobank Opération	182 300 079	
Ecobank Transfert des Eaux (USD)		192 172,00
Ecobank Transfert des Eaux (XAF)	76 491 746	
Ecobank Pensions retraite	45 892 229	
UBA Compte Courant	1 383 597 378	
BSIC, Compte courant	858 400	
BCC, Compte courant	1 288 897	
ORABANK, Compte courant	4 947 158	
TOTAL	1 695 375 887	192.172

5.3. Exécution du budget

Le budget global du Secrétariat Exécutif approuvé lors de la 63ème Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'élève à **5.361.825.000 FCFA**, dont 3.586.800.000 FCFA au titre du budget de développement, soit 66,90%, et 1.775.025.000 FCFA au titre du fonctionnement, soit 33,10%.

Au 31 octobre 2019, la somme totale de 2 841 833 930 FCFA a été dépensée, soit une réalisation de 53%. Le budget de développement est exécuté à hauteur de 45 % tandis que le budget de fonctionnement l'est à 69%. Le tableau ci-dessous présente les différents taux de réalisations.

Libellé	Budget	Réalisations	Taux Ex
Fonctionnement	1 775 025 000	1 224 684 395	69%
Développement	3 586 800 000	1 617 149 535	45%
Total	5 361 825 000	2 841 833 930	53%

5.3.1 Exécution du budget de développement

Le budget de développement au titre de l'exercice 2019 est arrêté à un montant de 3.586.800.000 FCFA. Au 31 octobre 2019, une somme de 1.617.149.535 FCFA a été utilisée pour le développement, soit un taux de mise en œuvre de 45%. Il comporte cinq (5) axes, 15 cibles, 26 interventions et 168 activités. L'analyse des données par axe et par intervention est présentée ci-dessous.

- **AXE I : Amélioration de la qualité et de la quantité des eaux du Bassin du Lac Tchad.**

Cet axe regroupe 8 interventions pour une enveloppe budgétaire de 898.600.000 FCFA. Au 31 octobre 2019, la somme de **109.722.001 FCFA** a été dépensée sur ce chapitre, soit un taux de réalisation de **12,93%**.

Les activités majeures menées dans le cadre de ce volet concernent entre autres : (i) la réhabilitation des stations hydrologiques pour 2.520.000 FCFA, (ii) l'installation de data loggers dans les piézomètres pour 5.340.000 FCFA ; (iii) la sécurisation des piézomètres dans le bassin pour 5.459.572 FCFA, (iv) l'Acquisition d'un logiciel de gestion et de traitement des données pour une valeur de 12.135.204 FCFA, (v) la collecte des données hydrologiques et météorologiques à hauteur de 3.734.800 FCFA ainsi que (vi) l'appui aux Observateurs d'une valeur de 5.984.160 FCFA ; (vii) le suivi de mise en œuvre du système d'alerte précoce du Bassin (1.639.700 CFA), (viii) la réhabilitation des stations agro-météorologiques (4.205.000 FCFA), (ix) le renforcement des capacités des Experts CBLT/Pays (13.821.710 FCFA), (x) l'Éditions et publication des annuaires et bulletins (1.110.000 FCFA) ; la collecte des données piézométriques (3.840.000 FCFA), les bases de données CBLT (2.600.000 Fcfa) etc.

Sur les 57 activités prévues dans cet axe, seules 38 activités ont été entamées correspondant à un taux de réalisation physique de **67%**.

AXE II : Gestion durable des écosystèmes du BLT

L'axe II compte six (06) interventions avec une dotation globale en ressources de : **124.500.000 FCFA**. Les dépenses enregistrées jusqu'au 31 octobre 2019 s'élèvent à **42.591.218 FCFA** soit un taux d'exécution de **34,21%**.

Six (07) activités ont été menées : (i) la validation du plan de gestion révisé du lac Fiitri pour un montant de 2 970 000 FCFA ; (ii) le lancement du plan de gestion du Waza Logone pour 9.372.000 FCFA ; (iii) l'état des lieux des producteurs des données géographiques : 2 540 000 FCFA ; (iv) le suivi annuel des oiseaux dans le Bassin du Lac Tchad pour 4.949.218 FCFA ; (v) la mise en œuvre du schéma directeur pour un montant de 4.900.000 FCFA ; (vi) le renforcement de capacité des experts de la CBLT système satellitaire pour 6.000.000 FCFA et (vii) le suivi de la mise en œuvre protocole CBLT/UICN pour un montant de 11.860.000 FCFA.

Au niveau quantitatif, on observe un taux de réalisation physique de **62%** soit 13 activités sur les 21 prévues.

- **AXE III Gouvernance des ressources naturelles du BLT**

Comportant 3 interventions, cet axe a été doté d'une enveloppe de **191.000.000 FCFA**. Les dépenses s'élevèrent à **24.905.000 FCFA** soit un d'exécution de **13.04%**. Ici, deux (02) activités ont été exécutées : (i) l'organisation de la journée du 22 mai, journée du Lac Tchad pour un montant de 4 900 000 FCFA et (ii) l'organisation de l'atelier régional de validation de la stratégie de communication pour un montant de 20.005.000 FCFA.

Pour 09 activités prévues, 04 ont été engagées soit un **taux de 45%**.

- **AXE IV Appui à la mise en œuvre du PURDEP et de la stratégie de stabilisation dans le BLT**

Cet axe a été doté d'une provision de **1.095.000.000 FCFA** et les dépenses y relatives ont été engagées à hauteur de **1.060.744.963 FCFA** soit un taux de réalisation de **96.87%**.

Les activités suivantes : (i) l'appropriation de la stratégies de stabilisation par les Etats membres pour 16.887.850 FCFA, (ii) l'appui à la mise en œuvre du forum des gouverneurs pour 5.000.000 Fcfa, (iii) l'appui aux producteurs agricole au Tchad pour 38 997 750 FCFA, (iv) l'appui aux producteurs des cultures maraichères au Cameroun pour 49 907 000 FCFA, (v) l'approvisionnement en eau potable au Tchad pour 89 701 100 FCFA, (vii) l'approvisionnement en eau potable au Nigéria pour 351.270.231 FCFA, l'approvisionnement en eau potable en RCA pour 49.500.000 FCFA ainsi que (vi) l'élaboration des monographies transfrontalières pour 2 825 000 FCFA, (vii) l'appui aux producteurs de petits ruminants au Nigeria (180.550.500 Fcfa), (viii) ; l'approvisionnement en eau potable au Cameroun (120.000.000 Fcfa), (viii) l'appui aux producteurs de miel et de beurre de karité en RCA (32.926.000 Fcfa).

Le taux d'exécution des activités dans cette rubrique est élevé en raison de dépassements notamment pour l'appui aux producteurs agricoles au Nigéria (120%), l'approvisionnement en eau potable au Cameroun (109,09%), l'appui aux pisciculteurs au Nigéria (117%) ainsi que l'appui aux producteurs agricole en RCA (109%).

Dans cet axe, 21 activités réalisées sur 26 prévues soit un taux de **77,81%**.

- **AXE V : Cadre institutionnel et opérationnel**

Il présente 6 interventions budgétisées à hauteur de **1.319.700.000 FCFA**. Au 31 octobre 2019, la réalisation se chiffre à **379.186.353 FCFA**, soit un taux d'exécution de 28,73%.

Le taux de réalisation physique est de 71%.

Cet axe couvre les activités suivantes dont les montants et les taux d'exécution sont présentés ainsi qu'il suit :

Supervision des activités des projets/programmes	5 080 000	16,93
Supervision des activités de la CBLT par les points focaux	25 000 000	41,67
Planification opérationnelle 2019	6 150 000	61,50
Remboursement des impayé du PODEBALT	58 554 453	36,60
Contrepartie des projets et programmes	13 180 302	13,18
Lancement des projets en instance de démarrage	10 320 000	51,60
Validation de la stratégie régionale ACC	12 240 000	81,60
Ateliers régionaux de planification opérationnelle	1 100 000	3,67
Atelier de validation de la stratégie régionale ACC	964 000	8,76
Renforcement de capacité des experts de la TIC	7 465 000	74,65
Acquisition de la bande passante d'internet	77 020 000	96,28
Acquisition du matériel informatique	1 923 000	38,46
Formation sur le logiciel TOM ² PRO module gestion des immobilisation	4 700 000	78,33
Audit des comptes d'exercice 2018	2 026 000	10,13
Opérationnalisation du manuel de gestion de performance	2 776 998	55,54
Formation et perfectionnement du personnel	8 525 100	28,42
Renforcement du système de gestion de la paie	2 000 000	100,00
Formation sur le logiciel TOMPAIE	5 000 000	100,00
Formation en sécurité du personnel	4 688 000	93,76
Formation sur le système de classement et d'archivage	2 933 000	58,66
Formation en conduite préventive et sécurité routière	4 200 000	84,00
Recrutement du personnel	5 245 000	524,50
Réfection du siège de la CBLT	117 359 500	55,36
Edition CBLT News Magazine	350 000	3,50
Concertation et sensibilisation des acteurs dans le Bassin	50 000	0,25

Tableau récapitulatif du suivi d'exécution du budget de développement par axe au 31 Octobre 2019

Code	Libellé	Budget	Réalisations	Exec (%)
D1	AMELIORATION DE LA QUALITE ET DE LA QUANTITE DES EAUX DU BLT	856 600 000	109 722 001	12,93
D2	GESTION DURABLE DES ECOSYSTEMES DU BLT	124 500 000	42 591 218	34,21
D3	GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES DU BLT	191 000 000	24 905 000	13,04
D4	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PURDEP ET DE LA STRATEGIE	1 095 000 000	1 060 744 963	96,87
D5	CADRE INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL	1 319 700 000	379 186 353	28,73
	Total	3 586 800 000	1 617 149 535	45,11

NB : Vous trouverez en annexe 1 le détail par activités.

5.3.2 Exécution du budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement de l'exercice 2019 a été arrêté à un montant de **1.775.025.000 FCFA**. Au 31 octobre 2019, une somme de **1.224.684.395 FCFA** a été utilisée, soit un taux de mise en œuvre de **69%**.

Libellé	Budget	Réalisations	Disponible	Exec (%)
REUNIONS STATUTAIRES	85 000 000		85 000 000	
DROITS SOCIAUX	128 912 012	65 489 310	63 422 702	50,80
TRANSPORTS ET MISSIONS	134 500 000	109 773 464	24 726 536	81,62
SERVICES EXTERIEURS	218 600 000	178 232 525	40 367 475	81,53
ACHATS	83 100 000	67 785 100	15 314 900	81,57
DIVERS IMPREVUS	13 500 000	10 273 958	3 226 042	76,10
Total	1 775 024 152	1 224 684 395	550 339 757	69,00

- **Réunions statutaires**

Prévues pour un montant de **85.000.000 FCFA**, aucune dépense n'a été effectuée sur cette ligne budgétaire car les activités liées à ces crédits (réunions des Experts et conseils des Ministres) se dérouleront en décembre 2019.

- **Salaires, émoluments et autres avantages du personnel**

Au 31 octobre 2019, les salaires et avantages du personnel ont été versés à hauteur de **793.130.038 FCFA** contre une prévision de **1.111.412.988 FCFA**, soit un taux de réalisation de **71.36%**.

Ici, nous avons entre autres :

- ✓ Les salaires de base et émoluments ont été payés pour un montant de **352 351 439 FCFA** pour une prévision annuelle de **441.921.036 FCFA** soit un taux d'exécution de **79,73%** ;
- ✓ Les indemnités et primes versés représentent **338.156.722 FCFA** sur une prévision de **464.697.765 FCFA** soit un taux d'exécution de **72,77%** ;
- ✓ Prévu pour un montant de **101.700.000 FCFA**, les autres avantages du personnel ainsi que les charges patronales et pensions ont été exécutés à hauteur de **54.277.737 FCFA**, soit un taux d'exécution de **53,37%**.
- ✓ Les charges patronales et pensions ont été exécutées pour un montant de **48. 344.140 FCFA** contre une prévision de **103.094.187 FCFA**, soit un taux d'exécution de **46,89%**.

- **Droits sociaux du personnel**

Les crédits alloués aux droits sociaux (gratifications de fin de service et séparation) se chiffrent à **128.912.012 FCFA**. Une réalisation de **65.489.310 FCFA** a été enregistrée au titre de calculs des droits de l'expert Suivi Evaluation décédé le 16 mars 2019 ainsi que ceux d'un des traducteurs et du chef de division des ressources humaines dont les contrats ont été interrompus en fin août 2019. Les droits dû au Chef de Division Finances et Comptabilité ont également été libérés courant octobre.

- **Transports et missions**

Les transports et missions ont été exécutés pour un montant de **99.791.919 FCFA**, contre un crédit de **134.500.000 FCFA**, soit un taux d'exécution de **81,88%**. Ces dépenses concernent essentiellement trois lignes : transports : prévus **66.300.000 FCFA**, exécutés **59.696.731 FCFA** soit un taux d'exécution **90%** ; les frais de missions : prévus **58.500.000 FCFA**, exécutés **50.426.733 FCFA** avec un taux de réalisation de **86.20%** ; Et les frais d'inspection des projets et programme dont le budget est de **9 700 000 FCFA** est exécutés à hauteur de **3.253.000 F CFA** et un taux de réalisation de **33,54%** au 31 octobre 2019.

- **Services extérieurs consommés**

Pour une dotation globale de **218.600.000 FCFA**, au 31 octobre 2019, les dépenses effectuées s'élèvent à **179.114.603 FCFA** soit **81.94%** du montant alloué au budget. Les activités relatives à cette ligne sont :

- ✓ Sécurité, entretiens et maintenance : prévus **110.300.000 FCFA**, réalisés **99.463.437 FCFA**, soit un taux de **90,18%** ;
- ✓ Communications et information : prévus **26.700.000 FCFA**, réalisés **7.342.693 FCFA**, soit un taux de **27.50%** ;
- ✓ Autres services consommés : prévus **73.600.000 FCFA**, réalisés **65.949.473 FCFA**, soit un taux de **89.61%** ;
- ✓ Formations et études : prévus **8.000.000 FCFA**, réalisés **6.359.000 FCFA**, soit un taux de **79.49%**.

- **Achats de biens et services**

Pour une enveloppe budgétaire de **83.100.000 FCFA**, les dépenses ont été exécutées pour un montant de **67.785.100 FCFA** soit un taux de réalisation de **81.57%**.

Ces charges concernent les achats des matériels et mobiliers pour un montant de 23.140.500 F CFA soit un taux de réalisation de **(66.12%)** ainsi que les achats de fournitures et consommables pour **44.644.600 FCFA** soit **92.82%** d'un budget s'élevant à **48.100.000 FCFA**.

- **Divers imprévus**

La ligne « divers imprévus » dispose d'une enveloppe de **13.500.000 FCFA**.

Au 31 octobre 2019, elle est exécutée à hauteur de **10.423.958 FCFA** soit un taux d'exécution de **77.21%**. Cette rubrique comprend les activités suivantes : divers imprévus **(100,28 %)** et assistance au personnel pour catastrophe **(38,00%)**.

Vous trouverez en annexe 1 le détail de toutes les dépenses de ces rubriques par activités.

Tableau de suivi d'exécution du budget de fonctionnement

Code	Libellé	Budget	Réalisations	Exec (%)
F1C1	REUNIONS STATUTAIRES	85 000 000		
F2C1	SALAIRES ET AVANTAGES	1 111 412 140	793 130 038	71,36
F2C2	DROITS SOCIAUX	128 912 012	65 489 310	50,80
F2C3	TRANSPORTS ET MISSIONS	134 500 000	109 773 464	81,62
F2C4	SERVICES EXTERIEURS	218 600 000	178 232 525	81,53
F2C5	ACHATS	83 100 000	67 785 100	81,57
F2C6	DIVERS IMPREVUS	13 500 000	10 273 958	76,10
	Total	1 775 024 152	1 224 684 395	69,00

Il convient de noter que :

- Les dépenses d'un montant de **108.213.012** Fcfa engagées en 2018 ont été payées en 2019 (64^{ème} Conseil des ministres et des dépenses du PURDEP) ;
- Une autorisation spéciale du Président du Conseil des Ministres a permis de payer les travaux de renforcement de clôture du siège de la CBLT et de la Résidence du Secrétaire Exécutif pour un montant de **122.268.340** Fcfa.

NB : Vous trouverez en annexe 1 le détail des activités.

PARTIE VI. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RESOLUTIONS DE LA 64^{ème} SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES

Résolution N°1 : relative au Compte rendu de la 63^{ème} Session du Conseil des Ministres.

Cette résolution est mise en œuvre car le Compte rendu de la 63^{ème} Session du Conseil des Ministres est amendé suivant les observations des Commissaires.

Résolution N°2 : relative au Rapport d'activité et d'exécution du budget de l'exercice 2018.

La résolution est totalement mise en œuvre car le Rapport d'activité 2018 et le rapport du Contrôleur Financier ont été corrigés sur la base des observations du Comité des Experts Nationaux et des Commissaires.

Résolution N°3 : relative au Programme d'activités et budget 2019 du Secrétariat Exécutif

Cette résolution est mise en œuvre car le programme d'activité et le budget 2019 sont en cours d'exécution.

Résolution N°4 : relative à la tenue des sessions du Conseil des Ministres

Cette résolution est mise en œuvre car la 64^{ème} Session du Conseil des Ministres se tient présentement à Yaoundé au Cameroun comme instruit par les Commissaires. La date butoir du 15 novembre n'est pas tenue à cause de l'Agenda du Gouvernement Camerounais.

Résolution N°5 : relative à l'ajustement de l'organigramme et au recrutement du personnel additionnel

Cette résolution est mise en œuvre car le personnel additionnel (Expert en agriculture et Expert pêche et aquaculture) est recruté pour ajuster l'organigramme.

CONCLUSION GENERALE

Le présent rapport retrace les différentes activités qui se sont déroulées au sein de la Commission, conformément au Plan de travail et de budget adopté en février 2019 par le Conseil des Ministres. On y retrouve également l'état de mise en œuvre des activités menées par les Projets et les partenaires.

Au total, 168 activités ont été identifiées dans les prévisions.

Au plan de l'amélioration des connaissances, la CBLT a porté en hausse le nombre de ses stations de mesure de paramètres hydrométriques, météorologiques, agro météorologiques et hydrogéologiques. Elle a également créé des outils d'aide à la décision, renforcé les capacités de ses experts et développé la coopération et le partenariat avec les autres institutions. Ces actions inclues également le renforcement des réglementations nationales et régionales sur la gestion des écosystèmes, la mise à jour de la base des données régionales, la promotion des bonnes pratiques environnementales et l'enclenchement du processus d'inscription du Lac Tchad sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Mais la question relative à la gouvernance des ressources naturelles a connu une faible réalisation en raison de l'insuffisance des ressources. Avec la mise en œuvre de la SRS en 2020, ces activités monteront certainement en puissance.

Concernant les activités génératrices de revenus, des actions ont été consacrées à l'appui aux producteurs de beurre de Karité, les fermes avicoles, les PPIV, etc. Il en est de même pour la disposition des communautés des infrastructures socioéconomiques de base telles que les écoles, les centres de santé, les forages, etc. Toutes ces actions seront davantage renforcées en 2020 avec la mise en œuvre de la Stratégie Régionale de Stabilisation.

La CBLT a poursuivi le développement de son cadre institutionnel et opérationnel avec l'exécution de plusieurs activités au nombre desquelles, il y a la mise en place d'un système performant de gestion financière et des ressources humaines, l'appui au démarrage de plusieurs projets et programmes, la supervision des activités et l'amélioration du cadre de travail. Ce processus se poursuivra encore dans les années à venir grâce à la mise en œuvre des nouveaux projets.

Pour le transfert des eaux de l'Oubangui vers le lac Tchad, l'opérationnalisation du Fonds pour la sauvegarde du lac Tchad est un volet qui est en cours de mise en œuvre avec la BAD. Cependant, la Commission a mis en place une nouvelle stratégie de gestion du projet et attend les conclusions de l'étude de faisabilité approfondie conduite par le gouvernement chinois.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de paix et sécurité, des résultats significatifs ont été obtenus sur le terrain, notamment la neutralisation totale des Groupes Armées Terroristes. Au-delà de ces activités, plusieurs autres ont été menées telles que les réunions et conférences dans le cadre de partenariat avec

l'Union africaine, le Pnud, l'Union européenne visant à éradiquer le phénomène Boko Haram.

S'agissant de la coopération entre la CBLT et les autres institutions et partenaires, elle s'est davantage renforcée en 2019 avec des échanges fructueux et la signature de nouveaux accords.

Malgré les difficultés rencontrées, notamment dans le domaine sécuritaire et l'insuffisance de ressources, ayant empêché l'exécution de certaines activités au Nigeria et en RCA, la CBLT a mis en place de nouveaux projets, prenant en compte l'existence de ses contraintes avec l'espoir que la paix et la sécurité seront retrouvés dans le bassin.

Annexe 1 : Détails Suivi budgétaire des activités de développement

Code	Libellé	Budget	Réalisations	Disponible	Exec (%)
D1	AMELIORATION DE LA QUALITE ET DE LA QUANTITE DES EAUX DU BLT	856 600 000	109 722 001	745 877 999	12,93
D1C10101	Réhabilitation des stations hydrologiques	5 000 000	2 520 000	2 480 000	50,40
D1C10102	Réhabilitation des stations agro-météorologiques	5 000 000	4 205 000	795 000	84,10
D1C10104	Renforcement capacité des experts du siège et des PM/mat acquis	40 000 000		40 000 000	
D1C10201	Installation de data loggers dans les piézomètres	25 000 000	5 340 000	19 660 000	21,36
D1C10202	Réhabilitation des piézomètres	5 000 000		5 000 000	
D1C10203	Sécurisation des piézomètres dans le bassin	27 000 000	5 459 572	21 540 428	20,22
D1C10301	Suivi des études additionnelles du PTEIB	10 000 000	12 000 000	-2 000 000	120,00
D1C10302	Atelier de validation des rapports d'études additionnelles	60 000 000		60 000 000	
D1C10303	Mission de plaidoyer du comité parlementaire sur le PTEIB	20 000 000		20 000 000	
D1C10304	Collecte des données hydrologiques et météorologiques	10 000 000	3 734 800	5 265 200	47,35
D1C10305	Appui aux Observateurs	20 000 000	5 984 160	14 015 840	29,92
D1C10306	Mesure de débits des cours d'eau, mise à jour des courbes	15 000 000		15 000 000	
D1C10307	Acquisition d'un logiciel de gestion et traitement de donnée	25 000 000	12 135 204	12 864 796	48,54
D1C10308	Installation et appropriation du logiciel	5 000 000	2 415 090	2 584 910	48,30
D1C10309	Renforcement de capacité des Experts	25 000 000	13 821 710	11 178 290	55,29
D1C10310	Suivi de mise en œuvre du système d'alerte précoce du bassin	10 000 000	1 639 700	8 360 300	16,40
D1C10311	Mise en œuvre d'accord cadre CBLT/SEMRY/PULCI	1 000 000	80 000	920 000	8,00
D1C10312	Mise à jour du modèle d'allocation et de gestion d'eau	1 000 000		1 000 000	
D1C10313	Renforcement de capacité des Experts CBLT/Pays membres	25 000 000	60 000	24 940 000	0,24
D1C10314	Edition et publication des annuaires et bulletins	10 000 000	1 110 000	8 890 000	11,10
D1C10316	Actualisation du document de projet Tchad-HYCOS	25 000 000		25 000 000	
D1C10317	Réunion de concertation Experts RE, Climatologie et gestion	40 000 000		40 000 000	
D1C10318	Mise en place de dispositif de collecte données/prélèvement	10 000 000		10 000 000	
D1C10319	Pérennisation des acquis du PULCI	15 000 000		15 000 000	

D1C10320	Gestion, opérationnalisation et format sur le LIS	6 000 000	1 300 000	4 700 000	21,67
D1C10321	Organisation de l'atelier régional de validation du RAS	2 000 000	1 300 000	700 000	65,00
D1C10322	Elaboration, publication et diffusion du RAS 2018	5 000 000		5 000 000	
D1C10323	Organisation réunion rédaction du SOB II	1 000 000		1 000 000	
D1C10324	Organisation d'un atelier de validation du plan d'action élaboration SOB II	20 000 000		20 000 000	
D1C20101	Collecte des données piézométriques dans le bassin du Lac	7 000 000	3 840 000	3 160 000	54,86
D1C20102	Mesures et échantillonnage des eaux souterraines et de surf	15 000 000		15 000 000	
D1C20103	Evaluation de la ressources en eau de souterraines	8 000 000		8 000 000	
D1C20104	Mise en place d'un cadre de concertation CBLT/Nubie	5 000 000		5 000 000	
D1C20105	Atelier régional de formation en QGIS base de données eaux	25 000 000		25 000 000	
D1C20106	Participation aux conférences internationales sur l'eau	6 000 000		6 000 000	
D1C20107	Formation UNESCO-IHE Etat de lieux des ressources en eau	3 600 000	1 905 000	1 695 000	52,92
D1C20108	Planification du nouveau projet de la BGR	40 000 000		40 000 000	
D1C20109	Formation sur l'approche gestion de la recharge artificielle	25 000 000		25 000 000	
D1C30101	Suivi annuel de la qualité des eaux de surface et souterrain	10 000 000	5 512 500	4 487 500	55,13
D1C30103	Atelier régional validation de l'étude des sources de pollution	20 000 000		20 000 000	
D1C30201	Diffusion de la charte de l'eau	25 000 000		25 000 000	
D1C30202	Paiement complément (honoraire) études pour la charte de l'eau	16 000 000		16 000 000	
D1C30203	Etat de mise en œuvre des PANGIRE dans les Etats membres	25 000 000	19 179 265	5 820 735	76,72
D1C30204	Validation du rapport état de mise en œuvre des PANGIRE	25 000 000		25 000 000	
D1C30205	Renforcement de capacité Experts CBLT/Pays membres en GIRE	15 000 000	6 000 000	9 000 000	40,00
D1C30206	Participation aux conférences et fora sur l'eau	20 000 000		20 000 000	
D1C40101	Redynamisation des CRE et CESP	30 000 000		30 000 000	
D1C40102	Echange d'expériences entre la CBLT et autres organismes	15 000 000		15 000 000	
D1C40103	Echange expériences CBLT et organismes de bassins	15 000 000	180 000	14 820 000	1,20
D1C40201	Collaboration CBLT et NASA Projet	8 000 000		8 000 000	
D1C40202	Convention de collaboration CBLT/CILSS	10 000 000		10 000 000	
D1C40203	Convention de collaboration CBLT/OSS/ABN/OSFAC	10 000 000		10 000 000	

D1C40204	Collaboration entre la CBLT et les institutions Universitaire	10 000 000		10 000 000	
D2	GESTION DURABLE DES ECOSYSTEMES DU BLT	124 500 000	42 591 218	81 908 782	34,21
D2C10101	Validation du plan de gestion révisé du Lac Fitri	20 000 000	2 970 000	17 030 000	14,85
D2C10102	Mise en œuvre du plan de gestion de la Komadougou Yobé	5 000 000		5 000 000	
D2C10103	Lancement du plan de gestion du Waza Logone	10 000 000	9 372 000	628 000	93,72
D2C10201	Etat de lieux des producteurs des données géographiques	10 000 000	2 540 000	7 460 000	25,40
D2C10202	Cartographie des données géographiques des Etats membres	12 500 000		12 500 000	
D2C10204	Acquisition consommable ploter	2 000 000		2 000 000	
D2C20104	Réunion statutaire des acteurs du secteurs d'élevage	25 000 000		25 000 000	
D2C40101	Conservation et diversité biologique des oiseaux	5 000 000		5 000 000	
D2C40102	Suivi annuel des oiseaux dans le Bassin du Lac Tchad	5 000 000	4 949 218	50 782	98,98
D2C50101	Mise en œuvre des études et schémas directeurs	5 000 000	4 900 000	100 000	98,00
D2C50102	Mise en œuvre du BIOPALT	5 000 000		5 000 000	
D2C60101	Renforcement de capacité des experts de la CBLT système satellitaire	10 000 000	6 000 000	4 000 000	60,00
D2C60103	Suivi de la mise en œuvre protocole CBLT/UICN	10 000 000	11 860 000	-1 860 000	118,60
D3	GOVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES DU BLT	191 000 000	24 905 000	166 095 000	13,04
D3C10101	Cartographie des interventions dans le BLT	20 000 000		20 000 000	
D3C10102	Mise en place d'un forum des ONG intervenantes dans le BLT	50 000 000		50 000 000	
D3C10103	Atelier régional validation stratégie de communication	21 000 000	20 005 000	995 000	95,26
D3C10201	Appui à la mise en œuvre du réseau des journalistes	25 000 000		25 000 000	
D3C10202	Organisation du concours médias sur le Lac Tchad	10 000 000		10 000 000	
D3C10203	Atelier de formation des journalistes sur le Lac Tchad	25 000 000		25 000 000	
D3C10204	Organisation de la journée du Lac Tchad	20 000 000	4 900 000	15 100 000	24,50
D3C20101	Réalisation d'un magazine environnemental pour les écoles	10 000 000		10 000 000	
D3C20102	Organisation de la réunion des membres du comité régional	10 000 000		10 000 000	
D4	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DU PURDEP ET DE LA STRATEGIE	1 095 000 000	1 060 744 963	34 255 037	96,87
D4C10101	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation	10 000 000	1 800 000	8 200 000	18,00

D4C10102	Appropriation de la stratégie par les Etats membres	25 000 000	16 887 850	8 112 150	67,55
D4C10103	Création de l'instance de décisions de la stratégie	5 000 000		5 000 000	
D4C10104	Appui à la mise en œuvre du forum des gouverneurs	5 000 000	5 000 000	0	100,00
D4C10105	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication	5 000 000		5 000 000	
D4C20101	Appui à la production agricole intégrée à Bossangoa en RCA	30 000 000	32 926 000	-2 926 000	109,75
D4C20102	Appui aux producteurs agricoles au Tchad	40 000 000	38 997 750	1 002 250	97,49
D4C20103	Appui aux producteurs agricoles au Niger	40 000 000	40 000 000	0	100,00
D4C20104	Appui aux producteurs agricoles au Nigeria	150 000 000	180 550 500	-30 550 500	120,37
D4C20105	Appui aux producteurs des cultures maraîchers au Cameroun	50 000 000	49 907 000	93 000	99,81
D4C20106	Appui aux pisciculteurs au Nigéria	70 000 000	81 379 532	-11 379 532	116,26
D4C30109	Approvisionnement en eau potable au Cameroun	110 000 000	120 000 000	-10 000 000	109,09
D4C30110	Approvisionnement en eau potable au Tchad	90 000 000	89 701 100	298 900	99,67
D4C30111	Approvisionnement en eau potable au Niger	80 000 000		80 000 000	
D4C30112	Approvisionnement en eau potable au Nigeria	300 000 000	351 270 231	-51 270 231	117,09
D4C30113	Approvisionnement en eau potable en RCA	50 000 000	49 500 000	500 000	99,00
D4C30114	Elaboration des monographies transfrontalières	25 000 000	2 825 000	22 175 000	11,30
D4C30116	Retenues de garanties	10 000 000		10 000 000	
D5	CADRE INSTITUTIONNEL ET OPERATIONNEL	1 319 700 000	378 850 353	940 849 647	28,71
D5C10101	Supervision des activités des projets/programmes	30 000 000	5 080 000	24 920 000	16,93
D5C10102	Supervision des activités de la CBLT par les points focaux	60 000 000	25 000 000	35 000 000	41,67
D5C10103	Supervision des activités par les partenaires	15 000 000		15 000 000	
D5C10105	Planification opérationnelle 2019	10 000 000	6 150 000	3 850 000	61,50
D5C10106	Remboursement des impayés du PODEBALT	160 000 000	58 554 453	101 445 547	36,60
D5C10107	Contrepartie des projets et programmes	100 000 000	13 180 302	86 819 698	13,18
D5C10108	Lancement des projets en instance de démarrage	20 000 000	10 320 000	9 680 000	51,60
D5C10109	Appui à la mise en œuvre des activités de la GIZ et BGR	5 000 000		5 000 000	
D5C10110	Validation de la stratégie régionale ACC	15 000 000	12 240 000	2 760 000	81,60
D5C10112	Elaboration du PTBA 2020 et rapport d'activité 2019	15 000 000		15 000 000	
D5C10114	Ateliers régionaux de planification opérationnelle	30 000 000	1 100 000	28 900 000	3,67

D5C10115	Atelier de validation de la stratégie régionale ACC	11 000 000	964 000	10 036 000	8,76
D5C10201	Réalisation d'une pochette de présentation de la CBLT	10 000 000		10 000 000	
D5C10202	Réalisation de gadgets publicitaires	20 000 000		20 000 000	
D5C10203	Acquisition du logiciel de gestion de l'information	5 000 000		5 000 000	
D5C10204	Hébergement en mode cloud du système d'information	1 200 000		1 200 000	
D5C10205	Acquisition de licences d'utilisation de logiciels	6 500 000		6 500 000	
D5C10206	Renforcement de capacité des experts de la TIC	10 000 000	7 465 000	2 535 000	74,65
D5C10207	Acquisition de la bande passante d'internet	80 000 000	77 020 000	2 980 000	96,28
D5C10208	Acquisition du matériel informatique	5 000 000	1 923 000	3 077 000	38,46
D5C10301	Formation sur le logiciel TOM ² PRO module gestion des immobilisations	6 000 000	4 700 000	1 300 000	78,33
D5C10302	Audit des comptes d'exercice 2018	20 000 000	2 026 000	17 974 000	10,13
D5C10303	Elaboration du manuel de contrôle financier	15 000 000		15 000 000	
D5C10304	Renforcement de capacité sur le contrôle financier	10 000 000		10 000 000	
D5C10401	Opérationnalisation du manuel de gestion de performance	5 000 000	2 776 998	2 223 002	55,54
D5C10402	Formation et perfectionnement du personnel	30 000 000	8 525 100	21 474 900	28,42
D5C10403	Renforcement du système de gestion de la paie	2 000 000	2 000 000	0	100,00
D5C10404	Formation sur le logiciel TOMPAIE	5 000 000	5 000 000	0	100,00
D5C10405	Formation en sécurité du personnel	5 000 000	4 688 000	312 000	93,76
D5C10406	Supervision des activités RH/A du PRESIBALT	5 000 000		5 000 000	
D5C10407	Formation sur le système de classement et d'archivage	5 000 000	2 933 000	2 067 000	58,66
D5C10408	Formation en conduite préventive et sécurité routière	5 000 000	4 200 000	800 000	84,00
D5C10409	Recrutement du personnel	1 000 000	5 245 000	-4 245 000	524,50
D5C10511	Renforcement de capacité des experts en approche programme	25 000 000		25 000 000	
D5C10512	Renforcement de capacité des experts en planification	25 000 000		25 000 000	
D5C10513	Réfection des villas de Farcha	50 000 000		50 000 000	
D5C10514	Construction d'un bâtiment annexe	225 000 000		225 000 000	
D5C10515	Réfection du siège de la CBLT	212 000 000	117 359 500	94 640 500	55,36
D5C10601	Edition CBLT News Magazine	10 000 000	350 000	9 650 000	3,50
D5C10602	Réalisation d'une exposition photo tournante	15 000 000		15 000 000	

D5C10603	Acquisition des équipements de salle de conférence	15 000 000		15 000 000	
D5C10604	Concertation et sensibilisation des acteurs dans le Bassin	20 000 000	50 000	19 950 000	0,25
	Total	3 586 800 000	1 617 149 535	1 968 650 465	45,11

Annexe 2 : Détails Suivi budgétaire des activités de fonctionnement

Code	Libellé	Budget	Réalisations	Disponible	Exec (%)
F1C1	REUNIONS STATUTAIRES	85 000 000		85 000 000	
F1C11002	Session du Conseil des Ministres CBLT/LCBC	85 000 000		85 000 000	
F2C1	SALAIRES ET AVANTAGES	1 111 412 140	793 130 038	318 282 102	71,36
F2C11001	Salaires de base et émoluments	441 920 188	352 351 439	89 568 749	79,73
F2C11101	Indemnités d'éloignement	42 564 547	26 899 407	15 665 140	63,20
F2C11102	Indemnités d'Eau et d'Electricité	37 209 292	22 535 038	14 674 254	60,56
F2C11103	Indemnités de Transport	59 040 000	41 535 525	17 504 475	70,35
F2C11104	Indemnités de caisse	8 977 500	6 816 000	2 161 500	75,92
F2C11105	Indemnités pour frais d'études	66 288 028	40 896 820	25 391 208	61,70
F2C11106	Indemnités de responsabilité et de sujétion	27 641 166	39 965 060	-12 323 894	144,59
F2C11107	Indemnités de logement	199 080 000	145 170 000	53 910 000	72,92
F2C11108	Allocations familiales	23 897 232	14 338 872	9 558 360	60,00
F2C11201	Frais d'installation	4 700 000	2 899 700	1 800 300	61,70
F2C11202	Frais de voyage prise de service	5 000 000	9 298 300	-4 298 300	185,97
F2C11203	Frais de voyage congé au foyer	15 000 000	8 242 350	6 757 650	54,95
F2C11204	Frais médicaux du personnel	65 000 000	27 907 387	37 092 613	42,93
F2C11205	Indemnités pour fêtes des enfants	12 000 000	5 930 000	6 070 000	49,42
F2C11301	Cotisations patronales et pensions CSS	77 294 987	31 817 140	45 477 847	41,16
F2C11302	Cotisations patronale CNPS	25 799 200	16 527 000	9 272 200	64,06
F2C2	DROITS SOCIAUX	128 912 012	65 489 310	63 422 702	50,80
F2C20101	Gratification fin de services des cadres	118 912 012	65 489 310	53 422 702	55,07
F2C20102	Gratification fin de séparation pour le SG	10 000 000		10 000 000	
F2C3	TRANSPORTS ET MISSIONS	134 500 000	109 773 464	24 726 536	81,62
F2C30101	Transports	56 300 000	59 696 731	-3 396 731	106,03
F2C30201	Frais de missions	68 500 000	46 823 733	21 676 267	68,36
F2C30202	Frais mission inspections des projets et programmes	9 700 000	3 253 000	6 447 000	33,54
F2C4	SERVICES EXTERIEURS	218 600 000	178 232 525	40 367 475	81,53
F2C40101	Honoraires Société de Gardiennage	34 700 000	32 010 000	2 690 000	92,25
F2C40102	Honoraires Société de Nettoyage	17 400 000	13 400 000	4 000 000	77,01
F2C40103	Entretiens bâtiments	35 000 000	35 608 468	-608 468	101,74

F2C40104	Entretiens et Réparations Auto	13 000 000	12 183 719	816 281	93,72
F2C40105	Entretiens et réparations matériels	10 200 000	6 261 250	3 938 750	61,38
F2C40201	Frais de communications téléphoniques	25 200 000	4 860 693	20 339 307	19,29
F2C40202	Affranchissements postaux	500 000	110 000	390 000	22,00
F2C40203	Abonnements aux journaux et autres moyens audio-visuels	1 000 000	2 372 000	-1 372 000	237,20
F2C40304	Eau et Electricité	63 800 000	46 136 873	17 663 127	72,31
F2C40305	Assurances	3 400 000	2 100 199	1 299 801	61,77
F2C40306	Frais de réception	1 600 000	2 814 000	-1 214 000	175,88
F2C40307	Frais bancaires	4 800 000	14 016 323	-9 216 323	292,01
F2C40401	Etudes et divers Audits	8 000 000	6 359 000	1 641 000	79,49
F2C5	ACHATS	83 100 000	67 785 100	15 314 900	81,57
F2C50101	Matériels et mobiliers	35 000 000	23 140 500	11 859 500	66,12
F2C50201	Fournitures de bureau et bureautique	30 500 000	24 021 200	6 478 800	78,76
F2C50202	Fournitures et prestations diverses	3 900 000	3 976 300	-76 300	101,96
F2C50203	Carburant et lubrifiant	13 700 000	16 647 100	-2 947 100	121,51
F2C6	DIVERS IMPREVUS	13 500 000	10 273 958	3 226 042	76,10
F2C60101	Divers et Imprévus	8 500 000	8 373 958	126 042	98,52
F2C60201	Assistances au personnel pour catastrophe	5 000 000	1 900 000	3 100 000	38,00
	Total	1 775 024 152	1 224 684 395	550 339 757	69,00